C.I.R.A.

NUMÉRO SPÉCIAL ÉTÉ : DU 7 JUILLET AU 15 SEPTEMBRE — 10 F

T2137-495-SP 10,00 F

ISSN 0026-9433

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 495 JEUDI 7 JUILLET 1983 10,00 F

RADIOS LIBRES :

ATTENTION AUX VACANCES !

Un poster « radios libres » à l'intérieur

Liste des groupes et liaisons de la FA

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU
ALLIER : MOULIN
ARDÈCHE : AUBENAS
B.-D.-R. : MARSEILLE – BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENNES – ROCHEFORT
CÔTE D'OR : DIJON
DOUBS : BESANÇON
FINISTÈRE : BREST – QUIMPER
GARD : GROUPE DU GARD
GIRONDE : BORDEAUX
HAUTE GARONNE : TOULOUSE NORD – TOULOUSE SUD
HAUTE-SAÔNE : GRAY
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : LORIENT
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE
OISE : BEAUVAIS – CREIL – PONT-SAINTE-MAXENCE
ORNE : FLERS – LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE : LYON
SARTHE : LE MANS
SEINE-MARITIME : LE HAVRE – ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
– FRESNES-ANTONY
– ORSAY
– VILLEJUIF, VITRY
– MELUN

BANLIEUE EST
– GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
– MONTREUIL, ROSNY
– BOBIGNY, DRANCY

BANLIEUE OUEST
– HOUILLES-SARTROUVILLE
– VERSAILLES

BANLIEUE NORD
– VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
– ARGENTEUIL, COLOMBES
– SEVRAN, BONDY
– EPINAY-SUR-SEINE

LIAISONS PROFESSIONELLES

– LIAISON DES POSTIERS
– CERCLE INTER-BANQUES
– LIAISON ORTF
– LIAISON DES CHEMINOTS

LIAISONS

NORD : Noyon, Valenciennes, Stella-plage.
EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône,
ILE-DE-FRANCE : Brunoy, Mantes-la-Ville, Corbeil-Essonnes.
OUEST : Bégard, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême,
CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord Haute-Loire.
SUD, SUD-OUEST : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, Sète, Canne-La-Bocca, Lot.
RHÔNE-ALPES : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble.
CORSE : Ajaccio.
GUADELOUPE : Gourbeyre.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11e (mo République), tél. : 805.34.08.

Le nouveau catalogue de la librairie du Monde libertaire est paru sous forme de feuillets dans les trois derniers numéros du *Monde libertaire*. Il est disponible contre 2,30 F en timbres pour le port.

ATTENTION

• Ouverture de la librairie du Monde libertaire :
- en juillet : de 10 h 30 à 19 h ;
- en août : de 14 h à 19 h.

• Numéro d'été du *Monde libertaire* le 7 juillet. Arrêt de parution jusqu'au 15 septembre.

« Volonté anarchiste » n° 22 est paru

Le groupe Fresnes-Antony de la FA vient d'éditer le numéro 22 de sa collection de brochures *Volonté anarchiste* : *Le Mouvement mutualiste*.

Dans cette brochure, notre compagnon André Devriendt, secrétaire de la Mutuelle de la presse et du livre, nous donne un aperçu des différentes institutions que se sont donnés les hommes pour s'entraider.

Vous pouvez vous abonner à *Volonté anarchiste* en écrivant à : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Abonnement pour huit numéros : 110 F ; abonnement de soutien : 180 F. Adresser les chèques au nom de : ASH, CCP 21 600 42 C Paris.

Dernier livre paru aux éditions du Monde libertaire. En vente à la librairie du Monde libertaire : 60 F.

COMMUNIQUÉS

• **Les libertaires habitant Rambouillet et souhaitant renforcer la présence libertaire sur cette région sont invités à prendre contact avec les RI qui transmettront au groupe en formation.**

• **Un nouveau groupe de la FA vient de se créer sur le 15e arrondissement de Paris. Pour tout contact, s'adresser aux RI.**

FEDERATION ANARCHISTE 145 rue amelot PARIS 11e

Affiche éditée par le groupe Jacob (trois couleurs). Prix : au-dessous de 100 exemplaires : 0,95 F, entre 100 et 500 exemplaires : 0,90 F, au-dessus de 500 exemplaires : 0,85 F. Format : 56 × 80.

Sommaire

PAGE 3
En bref
Droite ou gauche : le même militarisme
Amis lecteurs
Radio-Libertaire à l'Olympia...
Editorial
PAGE 4
La répression des lieux de vie continue
Les chiens de garde se mordent la queue
Syndicalisme enseignant...
PAGE 5
Repères sur l'évolution agricole
PAGE 6
Protection sociale
Les assurances sociales en France
PAGE 7
Les assurances sociales en France (fin)
PAGE 8 et 9
Poster
PAGE 10
L'économie américaine
PAGE 11
Informations internationales
PAGE 12
La démocratie chrétienne en Italie
Interview de « Greenpeace »
PAGE 13
Interview de L. Ferré et de B. Lavilliers
PAGE 14
Notes de lecture
PAGE 15
Radio-Libertaire
PAGE 16
Tout fout le camp

La rue « Spécial Marx », revue du groupe Louise-Michel, vient de paraître : 35 F.

Au sommaire :
- *Karl Marx, le ténia du socialisme*, par Maurice Joyeux ;
- *Le jeune Marx et les canards boîteux*, par Jean Barrué ;
- *Marx et la social-démocratie*, par Daniel Guérin ;
- *Marx : militant révolutionnaire*, par Michel Florentin ;
- *La question économique*, par Eric Vilain ;
- *Marx était bien marxiste*, par Michel Ragon ;
- *L'être profond et la mystification marxiste*, par Jean-Marc Raynaud ;
- *Le guesdisme contre la CGT*, par Alain Sauvage ;
- *Le léninisme et ses avatars*, par le Groupe Pierre Besnard ;
- *Rosa Luxemburg : luxemburgisme ou marxiste ?*, par le Groupe Malatesta ;
- *L'illusion marxiste*, par Serge Livrozet ;
- *Quand les « Cahiers du cinéma » faisaient de la politique*, par Mato-Topé.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot. Paris 11e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »,
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Posters :
Louise Michel : 10 F.
Michel Bakounine : 10 F.
Liberté ! : 10 F
Contraception libre et gratuite : 10 F.
Non à l'énergie nucléaire : 10 F.
Anarchie : 15 F.

Bandeaux :
Lisez le *Monde libertaire* : 0,20 F.
Ecoutez Radio-Libertaire : 0,20 F.

Affiches :
Un outil pour lutter, pour construire (ML) : 5 F l'unité ; 0,95 F au dessus de 10 ex.
Non à la trique militariste : 5 F l'unité ; 0,95 F au-dessus de 10 ex.
Toute élection est une soumission : 5 F l'unité ; 0,60 F au-dessus de 10 ex.
Voter c'est abdiquer, s'abstenir c'est lutter : 5 F l'unité ; 0,70 F au-dessus de 10 ex.
« Occupez-vous de vos affaires » (autogestion) : 0,70 F l'unité.
Les élections ne changeront rien : 5 F l'unité ; 0,70 F au-dessus de 10 ex.
Rendez-vous avec l'anarchie (ML) : 0,50 F au-dessous de 100 ex. ; 0,90 F entre 100 et 500 ex. ; 0,85 F au-dessus de 500 ex.
Le M.L. douze pages hebdomadaires : 5 F l'unité ; 0,70 F au-dessus de 10 ex.
Pas un sous pour l'armée : 5 F l'unité ; 0,85 F au-dessus de 10 ex.
Droite ou gauche, c'est toujours l'exploitation : 5 F l'unité ; 0,85 F au-dessus de 10 ex.
Halte au flicage des enfants : 5 F l'unité ; 0,70 F au-dessus de 10 ex.
Autogestion : 5 F l'unité ; 0,70 F au-dessus de 10 ex.
être gouverné... : 5 F l'unité ; 0,70 F au-dessus de 10 ex.
La religion nie l'individu : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 ex.
Le pouvoir est tranquille : 5 F l'unité ; 0,70 F au-dessus de 10 ex.

Autocollants :
Radio-Libertaire : 1 F l'unité ; 0,40 F au-dessus de 10 ex.
L'armée, bourreau du peuple : 4 F l'unité ; 2,50 F au-dessus de 10 ex.
Que personne ne décide à notre place : 1,50 F l'unité ; 0,50 F au-dessus de 10 ex.
Tous les jeudis, le *Monde libertaire* : 1 F l'unité ; 0, 20 F au-dessus de 10 ex.
Lisez le *Monde libertaire* : 1 F l'unité ; 0,10 F au-dessus de 10 ex.
Le Monde libertaire en vente ici : 1 F l'unité ; 0,15 F au-dessus de 10 ex.
Radio Esperanto, 89,5 MHz : 1 F l'unité ; 0,30 F au-dessus de 10 ex.
Garde à vous, repos ! : 3 F l'unité ; 2 F au-dessus de 10 ex.
Ne marchez plus au pas électoral : 2 F ; 0,40 F au-dessus de de 10 ex.
Le Monde libertaire : 1 F l'unité ; 0,40 F au-dessus de 10 ex.
Radio-Libertaire (autocollant vinyl) : 6 F l'unité.
Radio-Libertaire (autocollant voiture) : 8 F l'unité.
Radio-Libertaire (2 modèles) : 1 F l'unité ; 0,40 au-dessus de 10 ex.

Badges :
Non à la symbiose armée/éducation : 6 F l'unité.

Abonnez vous !

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805-34-08

Réglement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prenom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N° ..... (inclus). Pays .....

○ Abonnement ○ Réabonnement ○ Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

○ Chèque postal ○ Chèque banquaire ○ Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et **4 F** en timbre-poste.

COMMUNIQUÉ

A l'initiative d'étudiants libertaires, une coordination s'est créée à l'échelle nationale. Celle-ci se veut la plus souple possible, le type d'action dépendant des groupes locaux. Son but est de faire connaître la réflexion de ces groupes et de diffuser l'information (brochures, tracts...). A la réunion constitutive étaient présents des étudiants des facs suivantes : Rennes I et II, Lille I, II, III, Bordeaux I, II, III, Strasbourg, Orléans, Paris-Sorbonne.

Dans d'autres villes, des contacts existent. Nous lançons un appel aux étudiants intéressés.

Adresse provisoire : Coordination libertaire étudiante : 145, rue Amelot, Paris-11e.

Coordination libertaire étudiante

Droite ou gauche : le même militarisme

POUR clôturer notre série de réunions à Orsay, après l'Espagne libertaire et l'Anarchisme, nous avions choisi d'aborder les accords Hernu/Savary, le samedi 25 juin dernier.

Nous avions entamé notre travail de propagande (affiches, tracts) lorsque la municipalité de droite, n'appréciant guère nos affiches (portant pour titre : Non à la trique militariste), tenta de faire pression sur la direction de la MJC, qui nous prêtait une salle, pour faire annuler ou repousser (jusqu'à quand ?) cette réunion sous de fallacieux prétextes Devant notre refus d'annulation, la salle étant réservée par notre groupe depuis l'année dernière, la MJC finit par nous donner raison à la dernière minute, soit le samedi matin pour le soir. Il est assez amusant de constater que lorsqu'on s'en prend à l'institution militaire, l'opposition actuelle n'hésite pas à venir à la rescousse des accords réalisés par un gouvernement de gauche.

C'est donc devant un auditoire peu nombreux, puisque nous avions décidé de suspendre toute propagande en attendant la décision définitive, que se tint la réunion. Mais que nos politiciens ne se réjouissent pas trop vite, dès la rentrée prochaine, nous saurons leur montrer que nous sommes plus nombreux.

Quant à la réunion en elle-même, ce fut une réussite. Notre compagnon Yves nous exposant clairement les buts et les dangers de l'accord Armée/Education, en le replaçant dans son contexte, c'est-à-dire celui de la tentative de militarisation croissante de la société, avec les lois Auroux et le dernier accord Hernu/Lang. Le débat qui suivit se situa au même niveau, avec pour chacun des intervenants un souci d'expliciter ses sentiments propres sur les dangers du militarisme.

Malgré les tentatives pour nous empêcher de nous exprimer, notre détermination restera intacte pour lutter contre l'armée, contre toutes les armées.

Groupe E. Pouget
(Vallée de Chevreuse)

Editorial

LES vacances, enfin ! Après un an d'esclavage salarial, nous pouvons, pendant un mois, faire semblant d'être libres. Faire semblant de vivre comme on devrait pouvoir vivre en permanence, sans interdit...

Au fond du sédentaire sommeille le nomade. Mais sommes-nous vraiment nomades lorsque l'on sait que nos déplacements sont surveillés, tarifiés, dirigés, fliqués ? Sommes-nous vraiment libres quand nos voyages sont limités au territoire national que nous n'avons ni choisi ni le droit de choisir ? Sommes-nous vraiment libres quand nous savons que certaines régions, certaines montagnes, certaines plages sont propriétés privées de ceux qui ont le fric ?

Donc, en attendant la rentrée, baignons-nous gaiement dans les ruisseaux et autres eaux archi-polluées par le pétrole, les rejets industriels, les ordures ménagères et les joyeux vacanciers, cultivons nos cancers en nous gavant de glaces et autres saloperies bourrées de colorants, dont les seuls noms suffisent pourtant à foutre la trouille...

Pendant ce temps, le pouvoir peut à loisir mijoter ses mauvais coups de l'été. Quand les souris ne sont pas là, le chat danse. Chaque année, lorsque les travailleurs rentrent de vacances, ils ont la désagréable surprise de découvrir les mesures « estivales » pondues en leur « absence »... Restons vigilants ! La période juillet-août, avec la démobilisation générale qu'elle provoque, risque d'être dure, et notamment pour les radios libres. La Fédération anarchiste est bien placée pour le savoir ! Les saisies d'émetteurs, comme au « bon vieux temps », sont à craindre. En tout cas, Radio-Libertaire reste sur le qui-vive. Mais ses auditeurs et les lecteurs du Monde libertaire *doivent en faire autant pour pallier à toute tentative du gouvernement de faire taire la Voix sans maître.*

Les expulsions d'immeubles occupés, où se développe tout une vie associative, sont également plus faciles lorsque les quartiers populaires sont désertés.

Donc, restons sur nos gardes et soyons prêts pour la rentrée sociale.

en bref...en bref...

• *Avis de Recherche* a une nouvelle fois frappé. Dans le numéro 4, vient de paraître, aux éditions ADR, un dossier sur les nouveaux tribunaux civils pour infractions militaires. A lire absolument.

• Deux ans après la « restructuration » sauvage des restaurants « Wimpy », Borel récidive avec ses trois restaurants « Churrasco ». 90 personnes sont concernées, la plupart étant des travailleurs à temps partiel. Après une tentative « en douceur » de liquider le personnel, depuis quinze jours la mobilisation et l'action de ces camarades, avec la CFDT, ont obligé la direction à mettre en place des procédures légales de licenciement (autorisation du CE, de l'inspection du travail...). Les travailleurs refusent les procédés des « capitaines d'industries » du groupe Borel (intimidations, refus de discussion avec les organisations syndicales...) et refusent également les licenciements. Pour tout soutien ou contact : syndicat CFDT hôtellerie/tourisme, 85, rue Charlot, 75140 Paris cedex 03, tél. : 887.67.35,

AMIS LECTEURS

VOICI le numéro spécial été, nous reprendrons la parution du *Monde libertaire* le 15 septembre 1983. Mais entre-temps, la période d'été ne peut se présenter pour nous comme une période de léthargie. Il faut nous préparer aux événements futurs. Nous préparer par le livre, le dialogue et l'action. Mûrir notre réflexion, apporter autour de nous des éléments d'analyse et de culture libertaire, développer nos groupes, envisager les actions de la rentrée.

Nous conviendrons aisément que l'administration du *Monde libertaire* n'est pas une gestion technique séparée des principes, des impératifs, des luttes et des difficultés rencontrés par notre mouvement. *Le Monde libertaire* est le reflet de l'action de nous tous. Apportons-lui tout notre effort pour qu'en retour nous puissions recevoir les fruits de ces semailles en gagnant une meilleure audience.

Nous vous proposons donc en prévision d'une année fructueuse pour le développement de l'idée émancipatrice anarchiste de faire connaître les nouveaux points de vente réguliers que vous allez mettre en place pour *Le Monde libertaire*. Nous ne sommes pas sans connaître la difficulté de tenir de façon régulière une vente souvent faible. Mais nous pouvons dire aussi que tous ces efforts additionnés, aussi minimes soient-ils séparément, ne nous laissent pas indifférents. Au contraire, ils essayent une présence et permettent aux finances de notre hebdomadaire de s'améliorer.

Abonnés, nous sommes encore trop peu nombreux, pourtant le pari de publier un *Monde libertaire* à douze pages chaque semaine a été tenu. Un effort économique s'impose : l'abonnement !

Enfin, comme vous serez vite lassés de compter les grains de sable sur la plage.... n'oubliez pas, après avoir façonné notre catalogue paru dans les trois derniers numéros du *Monde libertaire* de commander livres et disques à la librairie du Monde libertaire. Ce catalogue sera envoyé aux personnes qui en feront la demande.

Salutations fraternelles et militantes
Les administrateurs
P. Bedos — J.-L. Larédo

APRÈS BOBINO ET LA MUTUALITÉ : RADIO-LIBERTAIRE À L'OLYMPIA AVEC BERNARD LAVILLIERS

LES ennemis de la liberté d'expression sont légion, le fait n'est pas nouveau. A ce titre, la municipalité RPR de Nogent-sur-Marne pourra se vanter d'avoir prêté main-forte au gouvernement de gauche dans l'un des nombreux coups bas portés contre Radio-Libertaire, depuis sa création, afin de la faire taire définitivement.

Une fois de plus, cependant, les censeurs de tout poil en auront été pour leurs frais. En refusant de nous louer leurs locaux, malgré leurs promesses, les responsables du pavillon Baltard, où était initialement prévu le gala de soutien du 30 juin (voir ML n° 493), nous ont placés devant des difficultés qui pouvaient paraître insurmontables : recherche d'une autre salle, obligation de refaire des affiches, réduction considérable du délai nous permettant de faire connaître au maximum la date et le nouveau lieu du gala.

Si l'on ajoute à cela — fait non négligeable — le boycott quasi total d'une presse toujours aussi rampante et veule, certaines inquiétudes quant à l'échec possible de cette soirée brésilienne animée par Bernard Lavilliers pouvaient paraître plus que compréhensibles.

Rien n'y a fait cependant ! Après avoir, en l'espace d'une année, rempli la sympathique salle de Bobino (à deux reprises) et celle de la Mutualité, ce quatrième gala en soutien à Radio-Libertaire (en même temps qu'au *Monde libertaire*) aura constitué une formidable soirée dans un Olympia bien plein.

Après que notre camarade Yves Peyraut, au nom de la Fédération anarchiste, eut rappelé, devant un public acquis à notre cause et pleinement solidaire de notre lutte, la situation actuelle de Radio-Libertaire, après qu'il eut signalé les nombreux témoignages de soutien reçus depuis de longs mois et réaffirmé notre détermination face au pouvoir actuel, une folle soirée de musique brésilienne commençait, pour ne se terminer que fort tard.

Du merveilleux spectacle offert ce soir-là par d'exceptionnels musiciens et un Lavilliers fantastique, nous retiendrons, entre autres, leur capacité d'avoir transformé les spectateurs présents en véritables acteurs de cette soirée. Le plus souvent debout, dansant dans les allées ou parmi les rangées de fauteuils, le public a vécu trois heures d'un enthousiasme plein de rythmes, plein de vie, entrecoupé parfois par l'émotion et la révolte d'un Lavilliers, seul sur scène, nous offrant quelques-unes de ses plus belles chansons.

Dans la longue histoire des galas organisés par la Fédération anarchiste au profit de ses moyens d'expression — une histoire qui reste à écrire — cette fête du 30 juin à l'Olympia occupera, à n'en pas douter, une place de choix. Remercions-en les auditeurs de Radio-Libertaire, encore une fois nombreux à avoir répondu à notre appel, remercions-en les talentueux musiciens brésiliens et, bien sûr, Bernard Lavilliers, toujours présent à nos côtés dans les moments difficiles.

Le secrétariat de R.-L.

La répression des lieux de vie continue

APRÈS « l'affaire » du Coral et la parution de la circulaire Georgina Dufoix, la répression s'abat désormais sur de nombreux lieux de vie.

Le pouvoir socialiste, en effet, dans sa grande mansuétude, leur laisse le choix entre l'agrément officiel sous condition, c'est-à-dire se soumettre, et l'interdiction par arrêté préfectoral, c'est-à-dire se démettre. Et comme la plupart des lieux de vie refusent d'obtempérer car ce serait pour eux se nier complètement..., et bien on les interdit.

Bien évidemment, devant cette offensive tous azimuts du pouvoir, les lieux de vie ne restent pas passifs. Ils essayent de résister, de se battre, de s'organiser et ils lancent des appels à la solidarité.

C'est ainsi que dans notre région, suite à l'interdiction du lieu de vie « Le Marais » à Dissay-sous-Courcillon, dans la Sarthe, une procédure (1) vient d'être engagée devant le tribunal administratif de Nantes dans le but d'obtenir l'annulation de la circulaire Georgina Dufoix. C'est ainsi également que les lieux de vie et les comités de soutien de la région viennent de s'organiser en une fédération régionale (la FORA : Fédération ouest réseau alternatif), elle-même fédérée au CRA. C'est ainsi enfin que notre groupe a décidé de soutenir cette fédération qui nous est proche aussi bien au niveau géographique qu'au niveau du cœur et de l'idéal.

A l'heure où les lieux de vie plient sous les coups et où ils tentent de faire face en s'organisant un minimum, la solidarité des anarchistes, dont tout un chacun sait qu'ils sont les ennemis jurés de tous les enfermements, doit être maximale. En ce qui nous concerne, elle le sera !

Groupe Michel Bakounine

(1)Contre l'envoi d'un chèque de 20 F, à l'ordre de : ADIL, Groupe M. Bakounine, nous vous ferons parvenir une photocopie du mémoire rédigé par les avocats du lieux de vie « Le Marais ». Ce mémoire démontre, arguments juridiques à l'appui, l'illégalité de la circulaire Georgina Dufoix. Les arguments qui y sont développés pourraient être réutilisés ailleurs pour d'autres procès. Ecrire à ADIL, groupe Michel Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex.

LES CHIENS DE GARDE SE MORDENT LA QUEUE

LES anarchistes sont lucides, ou tout au moins l'anarchie est réaliste : elle énonce des vérités. Par exemple, voici ce que donne à lire un « tract anarchiste » : « Nous ne respectons pas la justice, car la justice est pourrie : elle n'est pas LA justice, elle est la voix de l'Etat. La justice a pour but la répression des individus en lutte contre l'ordre social imposé aux masses par l'Etat. Les magistrats sont les chiens de garde, les valets du pouvoir politique. L'ordre de la société n'appartient pas à l'Etat, mais aux individus libres qui la composent. L'ordre de la société n'appartient pas à l'Etat, et pourtant seul l'Etat poursuit, juge, condamne et incarcère en son nom. Et ceci entre autres pour les délits politiques. A bas les magistrats, valets de l'Etat !

Les bons esprits crieront à la caricature, au simplisme, à la naïveté, ou pourquoi pas à la paranoïa. Donnons-leur à lire le *Précis Dalloz de procédure pénale*, un ouvrage que l'on ne peut soupçonner de velléités libertaires. Il est la Voix (écrite) du Maître : celui qui dit la loi.

A propos de « l'objet du procès pénal », il déclare la vérité : « *86 — Répression et action publique*. Toute infraction à la loi pénale, qu'elle soit un crime, un délit ou une contravention, donne naissance contre son auteur à une action, qu'on appelle l'action publique (art. 1er du Code de procédure pénale). Cette action qui a pour but la répression de l'atteinte portée à l'ordre social et pour objet l'application d'une peine ou d'une mesure de sûreté au délinquant, appartient à la société. Elle est exercée en son nom par des fonctionnaires nommés par le pouvoir exécutif, amovibles et révocables par le Garde des Sceaux, les magistrats du ministère public ou du Parquet. Elle est portée devant des juridictions de l'ordre judiciaire, les juridictions répressives, formellement plus que matériellement distinctes des juridictions civiles. Certaines infractions, celles qui ne portent atteinte qu'à l'ordre de la société — tels par exemple les infractions politiques, les délits de vagabondage, de mendicité, de port d'armes prohibées, l'infraction simplement tentée — ne donnent lieu qu'à cette action publique. »

Les légalistes n'en contesteront ni la forme ni le fond. Ils savent mieux que tout autre, plus que nous autres, que « le Dalloz » dit la Vérité, car il est la vérité, la vérité officielle. Les militants savourent le paradoxe quand il est arme de lutte. En voici un limpide : la loi rend anarchiste. En effet, à la lecture du tract précité, les sceptiques seront nombreux (à moins bien sûr d'être préalablement anarchiste comme vous et moi). En revanche, qui ose encore contester les affirmations de notre tract quand il découvre qu'elles sont corroborées par le paragraphe 86 du « Précis Dalloz » ? Personne, et ceci malgré leur caractère iconoclaste. Le paragraphe 86, la connaissance de ce paragraphe convainc donc de l'anarchie, de la justesse de son analyse. Par définition, la connaissance s'oppose à l'ignorance ; or c'est précisément « l'ignorance organisée » qui autorise la pérennité, la viabilité de l'ordre judiciaire. Ainsi, connaître le judiciaire c'est déjà le combattre. L'exemple cité dans cet article nous semble être, de ce point de vue, suffisamment clair. Il y a de nombreux autres exemples à extraire des textes et à exposer pour les combattre politiquement ; nous y reviendrons au cas par cas. Le législateur, notre ineffable ennemi, a dit un beau jour (c'est toujours un beau jour quand parle le législateur) : « nul n'est censé ignorer la loi ». Il aurait mieux fait de tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de déclarer cela. Car ne plus ignorer la loi, c'est bien souvent le meilleur moyen de ne plus s'y soumettre.

« Nul n'est censé ignorer la loi », par cette formule, le législateur a ordonné sa propre mort.

Frédéric Joyeux (Vaïma)

Syndicalisme enseignant : le doute gagne les instits

SIX cents délégués représentant 220 000 syndiqués se sont réunis à Bordeaux, lors du congrès biennal du SNI-PEGC. Ce syndicat, regroupant 70% de la profession, a néanmoins perdu 20 000 syndiqués depuis 1981. Quelques chiffres illustrent ce congrès, notamment en ce qui concerne le vote sur le rapport moral : 59,61% de votes favorables (au congrès de Toulouse, Unité Indépendance et Démocratie, tendance majoritaire, enregistrait un vote de 66,34% : elle a donc perdu 7%). Il y a deux ans, le taux d'abstentions était minime (1,84%) ; à ce dernier congrès, Unité et Action, première tendance minoritaire, ayant appelé à une « abstention critique et constructive, le taux est passé à 23,72%. Si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit rapidement que des militants IUD ont renforcé le camp des abstentionnistes.

Seuls l'Ecole émancipée et le Front unique ouvrier ont appelé à voter contre le rapport moral, obtenant 16,66%, alors qu'à Toulouse ce pourcentage était de l'ordre de 31,80%. Ces minorités révolutionnaires n'accusent pas une baisse significative puisqu'à cette époque Unité et Action se joignaient à elles pour s'opposer au rapport présenté par la direction nationale. Sept pour cent de perte, c'est peu pour une direction confortablement assise, mais les 59,61% représentent un des plus bas taux majoritaires depuis 1977. Cette baisse ne modifiera en rien la ligne politique d'UID, mais elle est représentative d'un malaise croissant, notamment au sein des deux tendances les plus importantes. Alors que nous assistions à une guerre continuelle entre UID et UA, à la limite des insultes, le congrès de Bordeaux dévoile des convergences qui tiennent plus à des accords sur les propositions gouvernementales qu'à des discussions au sein de l'organisation syndicale. La politique gouvernementale déstabilise quelque peu le jeu traditionnel des tendances... et il suffirait d'une modification de l'attitude du PC vis-à-vis du gouvernement pour que nous assistions à un virage à 180° de la part d'UA, attitude déjà connue des communistes dans l'histoire du syndicalisme. Unité et Action a corrigé ses propositions sur de nombreux points ; à Bordeaux, elle a appelé à une grève de rentrée non seulement pour affirmer les positions laïques du SNI-PEGC, mais également pour obtenir un collectif budgétaire à la hauteur des besoins. En échange, UA ne désavoue pas la démarche générale de la direction et pinaille sur les à-côtés.

Les revendications

« Le bilan supporte toutes les comparaisons antérieures... Il faut choisir entre le système d'hier qui a fait la preuve de ses limites et celui de demain qui reste à faire », s'écrie Guy Georges, secrétaire général. La direction nationale fait feu de tout bois, transforme les revendications traditionnelles pour s'appuyer sur les seules propositions gouvernentales.

Depuis deux ans, le rôle du SNI-PEGC fut de suivre l'avancée de dossiers significatifs (revalorisation, effectifs en maternelles, grille Guichard...). Cette sagesse syndicale, « ça eût payé » ! Les rapports Legrand sur une refonte des collèges, celui de De Peretti sur la formation initiale accrue, sont enfouis dans les tiroirs. Savary a tendu à IUD une main bien molle puisqu'il propose une modification des services des PEGC quelque peu douteuse. Les professeurs d'enseignement général des collèges doivent un service de 21 heures, alors que la revendication traditionnelle du SNI-PEGC demande l'alignement horaire et indiciaire sur le corps des certifiés. Dur d'oreille, le ministère propose aux enseignants volontaires pour appliquer les propositions Legrand 18 heures d'enseignement s'accompagnant de trois heures consacrées à la concertation et au tutorat. Guy Georges a eu du mal à faire avaler cette couleuvre à ses troupes. S'appuyant sur son projet d' « Ecole fondamentale » (création d'un corps unique d'enseignants de la maternelle au collège), IUD se penche sur la revalorisation de la fonction d'instituteur en matière de formation initiale (bac + 4) et salariale. Sur un cri de victoire, au lendemain du 10 mai, elle nous annonce une revalorisation bien timide s'étalant sur une longue décennie, limitée par l'austérité ! Au vu des besoins en enseignants, la formation initiale des maîtres (trois ans à l'Ecole normale) est quasiment abandonnée : à l'heure actuelle, le nombre des instituteurs sans formation initiale lâchés dans les classes est supérieur à celui des normaliens et nous aboutissons dans les Ecoles normales à un éclatement du corps (douze cas de figure au lieu du corps unique tant réclamé). Ce transitoire s'éternise et se prolonge sur tous les plans ; des 15 000 postes réclamés par le SNI-PEGC, le ministère les a réduits à une peau de chagrin : 500 postes pour une rentrée qui s'annonce de plus en plus difficile.

En ce qui concerne les établissements du secteur privé, UID lance son énième avertissement à Savary : « Dans l'impossibilité de convaincre le lobby privé qui refuse la négociation, il faudra bien contraindre. » Si la situation ne s'est pas modifiée à la rentrée, et vu la mobilisation de la droite et du clergé en la matière, il est juste de penser qu'elle risque de se transformer et d'avancer dans un sens opposé aux dériratas du Comité national d'action laïque.

Pour reprendre les termes employés par Guy Georges, pour construire l'école de demain, il ne suffit pas d'aboyer, mais bien de se mobiliser. Cet attentisme transforme le syndicat en centre d'enregistrement des propositions ministérielles ; la vie syndicale se réduit à un ronronnement de l'appareil ; l'animation des sous-sections est quasi inexistante depuis deux ans ; une des conséquences directes de ce vide syndical est une perte significative de syndiqués et seulement 40% de votants lors de ce congrès.

L'indépendance syndicale

« Il est bon que le syndicat demeure la mémoire d'un parti au pouvoir. » Guy Georges transforme quelque peu le congrès du SNI en assises du PS ! Est-ce à dire que le gouvernement de gauche a reculé et oublié ses promesses électorales ? Les statuts syndicaux s'appuient-ils sur les projets gouvernementaux du candidat Mitterrand ou sur la charte d'Amiens ? Au nom de la revendication quotidienne, UID et UA transforment le syndicalisme en chambre d'application de la politique gouvernementale. Le syndicalisme révolutionnaire contenu dans la charte d'Amiens ne se satisfait pas du corporatisme, mais accompagne la lutte revendicative d'une rupture avec le capitalisme. Sous les cieux de l'austérité et de la collaboration de classes, l'indépendance syndicale réelle représente un enjeu primordial pour les révolutionnaires. La satisfaction des revendications essentielles des enseignants n'est pas l'aboutissement d'une collaboration gouvernement/syndicats, mais d'un rapport de force combatif assis sur une vie syndicale réelle et non pas fictive.

Thyde Rosell

REPÈRES SUR L'ÉVOLUTION AGRICOLE

DES militants agriculteurs de la Fédération anarchiste et des sympathisants se sont associés afin d'analyser l'évolution de l'agriculture et de la paysannerie. Dans *Le Monde libertaire*, durant quelques numéros, ces études paraîtront successivement, qui porteront sur le problème foncier, l'historique du syndicalisme agricole, la situation de l'agriculture biologique et sur l'évolution de l'agriculture.

Une introduction comme une autre

La population agricole ne représente plus que 8% de la population active, mais ce chiffre est trompeur, car la modernisation de l'agriculture a intégré celle-ci dans des structures sociales, économiques, techniques, bancaires, intervenant en amont et en aval, qui emploient presque une fois et demie le nombre des travailleurs agricoles.

Ainsi, la population travaillant dans et pour l'agriculture frôle les 20%. Qu'on songe simplement à la proportion « machinisme agricole » de la régie Renault, à celle de la pétrochimie utilisée dans les champs et pour les élevages, ou au nombre de salariés de la première (ou deuxième selon le cours du dollar) banque mondiale, et certainement le premier propriétaire foncier du globe que constitue le Crédit agricole.

Cette introduction m'a paru utile afin de relativiser fortement ce qu'on appelle l'augmentation de la productivité agricole due à la mécanisation et au progrès technique.

La production agricole nécessitant, comme les autres, du travail, des matières premières et de l'énergie, des raisonnement similaires relativisent les prétendus gains de productivité, et il y a un décalage certain entre l'augmentation d'un rendement par hectare ou par travailleur et celle des consommations annexes indispensables (loi des rendements décroissants) (1).

L'intégration capitaliste de l'agriculture

Ce phénomène s'est généralisé depuis les années cinquante, dans un contexte européen et même mondial, et comme le commerce et la loi du profit ne font pas de cadeaux, cette évolution s'est faite au détriment de certaines productions, produits moins cher dans d'autres coins de l'Europe, du monde industriel ou du Tiers-Monde, et a entraîné presque toujours une chute de la rémunération du travail paysan, mais pas celle des profits agricoles (trusts des fournitures, agro-alimentaire, négoce et spéculateurs). La crise économique et structurelle redéploie l'agriculture comme le reste de l'économie, et là aussi il a fallu remplacer du travail (chute du nombre d'agriculteurs) par du capital (matériel, engrais, bâtiments, énergie).

Cette évolution voulue par les gouvernements successifs de l'après-guerre, et on peut faire confiance à Rocard, le Goldorak du barrisme de gauche, pour poursuivre l'élimination des « canards boîteux », a été cogérée par la FNSEA, le CNPF agricole, qui a su, grâce à un appareil puissant et ne supportant pas la moindre entorse à sa logique propre de la « démocratie », et à travers tout un réseau de combines, de pouvoirs, de passe-droits, a su tirer profit des subventions de l'Etat, l'argent des travailleurs géré par une domination de classe.

Une propagande unitariste de tous les jours, menée par des jeunes loups, notables, hobereaux et exploiteurs, a habilement préservé le mythe de l'unité de l'agriculture, phénomène que l'on retrouve un peu dans le commerce et l'industrie où tous les patrons se veulent solidaires en paroles.

Si on décortique les statistiques, au-delà des notions de moyennes qui servent surtout à alimenter les discours électoraux, on analyse les énormes disparités foncières et de revenus entre les paysans (2).

La FNSEA, qui était hégémonique, reste malgré tout très majoritaire, après la reconnaissance de la pluralité syndicale, dans les chambres d'agriculture (cf. article sur le sujet paru dans le *Monde libertaire* n° 475).

La politique agricole des gouvernements depuis 1960 — qui se réalise dans un contexte économique et social d'exploitations individuelles, organisées ou non en groupements coopératifs et soumises aux lois de l'offre et de la demande — a essentiellement deux actions : la fixation des prix et les subventions.

Fixation des prix et subventions

La fixation des prix se fait essentiellement au niveau européen, et encore ne concerne pas tous les produits. Les tractations de Bruxelles, qui, de l'extérieur, peuvent paraître cocasses, entraînent des conséquences soit bénéfiques, soit dramatiques ; on y voit chaque nationalisme défendre ses paysans contre ceux des autres pays, et d'ailleurs, les règles communautaires ne sont pas toujours respectées : on peut citer la thatcher, celle des Malouines, et le problème du mouton.

Les taux de parité monétaire compliquent encore ces fixations de prix, et en 82, le porc perdait 0,20 F au kilo, alors qu'en Allemagne il gagnait 0,90 F. De là toutes les bagarres à propos des montants compensatoires monétaires. On barre les routes quand le prix est bas ; quand une production se vend bien, on fait le dos rond. N'oublions pas que ces prix jouent sans rapport avec les quantités produites par exploitation, ce qui favorise les grosses fermes.

Ce système économique, capitaliste et libéral, qui voit la privatisation des profits et la nationalisation des pertes, est régulé aussi par les subventions qui, d'une part évitent au coup par coup l'asphyxie d'agriculteurs en difficulté (problème endémique en viticulture du Midi) et, à terme, orientent les choix de l'agriculture de demain, car les subventions sont presque toujours assorties de contraintes de cultures ou de gestion.

Ces subventions se distribuant individuellement, il faut les connaître et savoir (ou oser) en faire la demande. En fait, elles profitent à une minorité de privilégiés, comme le reconnaissait un ministre giscardien : « Les subventions, c'est donner une Cadillac à celui qui en a déjà une et un vélo à celui qui n'a rien. »

Souvent, également, ces subventions sont touchées par des agriculteurs sans fondement aucun : après une grêle, j'ai vu des voisins non atteints par cette calamité toucher des prêts bonifiés à 2,5% en 80 (l'inflation était de 14% et le crédit bancaire de 18%), qu'ils ont investis dans... l'immobilier (3).

Il faut cependant noter qu'Edith Cresson, avant d'avoir été vidée sous les applaudissements de la FNSEA, avait relativement infléchi cette répartition en faveur des plus démunis.

Evolution des exploitations et des productions

Parallèlement à la chute de nombre d'exploitants, en Europe, depuis vingt ans, un paysan disparaît à la minute, ce qui pose des problèmes sociaux énormes (désertification, abandon de commerces et de services, baisse du patrimoine naturel et humain, standardisation de l'alimentation). Les agriculteurs ont dû augmenter leur capital foncier, et bien souvent cela a été vécu comme une contrainte d'endettement supplémentaire et inutile.

En vingt ans, pendant que la France perdait la moitié de ses paysans, le capital foncier des agriculteurs a presque doublé, ce qui signifie que les exploitations restantes possèdent, au cas où elles arrivent à rembourser le Crédit agricole, 3,8 fois plus. D'où un endettement énorme, un travail intense, des faillites parfois. Entre 35 et 50 ans, les agriculteurs se suicident sept fois plus que la moyenne... Il y a quand même un malaise.

L'aspiration profonde et tenace à la propriété du sol n'explique pas tout. Disons simplement (sur le foncier, se rapporter à l'article de Jean-Emile dans le ML n° 490 qui l'analyse en détail), que la terre n'est plus une valeur-refuge, l'agriculture rapportant moins, et que les propriétaires non exploitants vendent beaucoup dans les zones touristiques et périurbaine. Il y a une concurrence spéculative entre les différentes utilisations de l'espace.

N'oublions pas que les faibles prix agricoles, les remboursements des investissements techniques et mécaniques nécessitent des surfaces de plus en plus importantes, que la retraite agricole est inférieure à celle d'un salarié même au SMIG, et que l'acquisition d'un capital se fait au détriment de la rémunération du travail.

Les productions se spécialisent, ce qui limite la maîtrise et la compétence globale des paysans. Le progrès, c'est l'avenir ; l'avenir, c'est le progrès. Cette « rationalisation » sépare les agriculteurs en rentables, au sens capitaliste, c'est-à-dire intégrés au mode dominant de consommation de biens industriels et subventionnés, et en exclus qui vivent chichement et disparaissent. On laissera dans certains coins perdus vivoter quelques marginaux, plus ou moins gardiens d'une nature délaissée et qui feront les frais du technicolor.

Ainsi, le mouton, qui n'intéresse pas en France les lobbies agro-alimentaires, n'est pas du tout soutenu, et les éleveurs voient leurs revenus grignotés peu à peu.

Inversement, et c'est socialement délirant, il est prouvé économiquement qu'on s'en tire mieux en nourrissant les veaux au lait écrémé qu'en les laissant sous leur mère. Le négoce, le transformateur, les services techniques et financiers vivent sur ce circuit inutile. Tout ce beau monde passe à la caisse. Trente mille ou quarante mille petits éleveurs laitiers seront chômeurs d'ici l'an 2 000, et les contribuables renflouent le budget.

Je ne l'étendrai pas sur les problèmes énergétiques, écologiques et de santé, Yvon les ayant passé en revue dans le ML n° 493, où il trace la situation de l'agriculture biologique.

Cette spécialisation s'étend de plus en plus au niveau de l'Europe et du globe. On produit là où c'est le plus rentable, ce qui ne veut pas dire le plus efficace du point de vue sociétaire. Les courtiers, les transporteurs, les intermédiaires et les services ministériels y trouvent leur compte. Le haricot vert du Sénégal, vendu 25 F à Paris au mois de janvier, est royalement payé de 1,8 F à 2,2 F au producteur.

En France, il y a aujourd'hui près de trois millions d'hectares en friche, mais nos productions d'élevages « hors sol » font cultiver par les Etats-Unis ou les pays du Tiers-Monde, au détriment des cultures vivrières et en destructurant des sociétés agraires (cf. les livres de R. Dumont) 3,5 millions d'hectares.

Pendant ce temps, la famine ne régresse pas, malgré les larmes démocrates-chrétiennes de nos dirigeants politiques et agricoles, toujours prêts à nous faire casser notre tirelire, alors que là aussi les aides et subventions ne vont pas généralement à ceux qui ont besoin.

Pour sortir de la crise, des politiciens et des syndicalistes agricoles et industriels orchestrent des campagnes nationalo-protectionnistes qui proposent de produire et d'acheter français, tout en développant les exportations. Ce thème fait l'union sacrée et alimente la réconciliation nationale, traduisez l'abandon de la lutte des classes, et derrière des clivages idéologiques, la sauvegarde du régime capitaliste fait presque l'unanimité.

L'enjeu des productions devient de plus en plus mondial et sert souvent d'arme stratégique. On refuse de livrer des denrées à un pays dont le régime a mal évolué. Les Etats-Unis ont décrété l'embargo céréalier de l'URSS, qui a reconnu diplomatiquement le régime fasciste argentin contre des livraisons de viandes et de blé.

De nos jours, la production alimentaire — en quantité, baissons les yeux sur la qualité ! — n'a jamais été aussi forte, alors que pour maintenir les cours et garantir les profits, les destructions n'ont jamais été aussi nombreuses et sans commune mesure avec les surproductions liées au climat, et que la famine ne régresse pas.

Conclusion

Sans sombrer dans un ruralisme agrairien digne des émules de la trilogie pétainiste « travaille, famille, patrie », encore très présente dans nos campagnes, il faut comprendre que l'intégration capitaliste de l'agriculture, qui l'a fait passer d'une société de production à une autre où la consommation est très déterminante, a maintenu, malgré des améliorations sociales souvent inférieures à celles obtenues par les autres travailleurs, l'exploitation et l'aliénation du travail paysan.

Simplement, la complexité des structures économiques et techniques d'intégration a pour conséquence que les problèmes agricoles sont de moins en moins professionnels, même si le vécu paysan est souvent difficile, mais de plus en plus sociaux. A nous de poursuivre les réflexions et les luttes échappant à la fois au corporatisme et à une globalisation purement intellectuelle des problèmes, sans prise sur le quotidien.

Alain CRAPAUD, viticulteur-maraîcher (FA du Gard)

(1) En 1960, 21% des recettes d'un ménage agricole étaient consacrés aux consommations intermédiaires ; en 82, on frise les 50%.

(2) Le recensement agricole 79-80 indique une surface moyenne de 23,4 ha, avec 62% inférieures à 20 hectares.

(3) :

Revenu brut d'exploitation	% des expl.	% des aides
inférieur à 50 000 F	50,8	23,6
De 50 à 100 000 F	32,5	34,2
Supérieur à 100 000 F	16,7	42,2

DU CHANGEMENT DANS LA PROTECTION SOCIALE ?

LES partis politiques ne seront plus les seuls à pouvoir se « compter » à l'occasion d'élections nationales ; les syndicats vont enfin avoir des baromètres nationaux pour apprécier leur représentativité et leur audience. Après l'élection des prud'hommes, celle tant attendue des administrateurs des organismes de Sécurité sociale aura lieu le 19 octobre 1983. Les organisations syndicales préparent activement leur campagne en laissant des programmes de sauvetage de la protection sociale. Les coups bas, c'est pour plus tard, vers la rentrée.

Le régime général, qui regroupe les salariés de l'industrie et du commerce ainsi que pour certaines prestations les fonctionnaires et les étudiants, se subdivise en trois branches : l'assurance maladie, les prestations familiales et l'assurance vieillesse.

L'assurance maladie

La gestion de la branche s'opère sur trois niveaux :
- les caisses primaires d'assurance maladie (CPAM). Ce sont elles qui payent les prestations maladie, maternité, invalidité et décès. Elles sont 123 réparties localement ;
- les caisses régionales d'assurance maladie (CRAM). Elles interviennent essentiellement dans le domaine sanitaire et social dans la région. C'est d'elles que dépendent les bataillons d'assistantes sociales ;
- La caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Elle tente d'établir un équilibre financier dans la branche maladie, de coordonner la politique sanitaire et sociale. Elle élabore (?) une politique de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Les prestations familiales

Ce sont :
- Les caisses d'allocations familiales (CAF) qui, sur un plan local, payent les prestations ;
- La caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) contrôle et équilibre le budget général.

L'assurance vieillesse

Il n'y a pas de structures départementales. Ce sont les CRAM qui assurent le paiement des retraites.

La caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) couvre l'ensemble des retraités du régime et devrait assurer l'équilibre financier. Elle gère directement les retraites de la Sécurité sociale, centralise les ressources et verse les prestations.

Voilà dans les grandes lignes, et pour s'y retrouver un peu, la structuration de la Sécurité sociale. Qui gère tout ça ? Des conseils d'administration dont les membres, depuis 1961, n'étaient pas élus par le bon peuple, mais étaient désignés par les organisations patronales et les organisations syndicales représentatives des salariés. Au mieux, les représentants salariés étaient aussi nombreux que les patrons, mais avec le jeu des alliances patronales avec certains syndicats (...), lesdits patrons appliquaient tranquillement la politique qu'ils souhaitaient. Mais il faut bien le dire, au-delà même des conseils d'administration, les directeurs de caisse appliquent comme bon leur semble les directives et les textes.

Que va changer l'élection du 19 octobre ? Ce jour-là, les urnes recueilleront environ 25 millions de bulletins de vote. Les syndicats ne vont pas chômer pour préparer les salariés à bien voter !

D'abord les salariés voteront dans la commune de résidence et non pas sur le lieu de travail comme les prud'hommes. En principe, le temps nécessaire pour le vote est une absence rémunérée par l'employeur. L'employeur en question va se débrouiller pour payer le moins possible, comme toujours, ce qui fait que les salariés auront droit à une petite réduction du temps de travail (la plus petite possible) soit le matin soit le soir. Il va y avoir de l'attente pour mettre un bulletin, ça risque d'en décourager plus d'un qui, malgré la pub que le ministère de la Solidarité a fait passer sur France-Inter (« La Sécurité sociale, ça nous regarde »), ne se sent pas vraiment partie prenante de la gestion de cet énorme gouffre à pognon qu'est la Sécurité sociale.

Ils vont élire qui, les salariés, retraités, jeunes, travailleurs immigrés ? Des administrateurs, certes, mais qui auront quelle marge de manœuvre pour faire changer la gestion ?

Les limites du rôle des administrateurs

Les administrateurs qui seront élus sur la liste syndicale se sentiront moins seuls qu'avant ; en tout cas, les patrons n'auront en principe plus la majorité (encore que les mêmes alliances qu'avant soient toujours parfaitement possibles ; le pouvoir ne se rend pas facilement).

Mais quel rôle auront-ils exactement ? Celui de fixer la politique des caisses... dans le cadre des lois et des décrets. Ils adapteront donc ce que le gouvernement aura déterminé en matière de protection sociale. Ils ne pourront déterminer ni une politique de financement ni le mode de redistribution. Le cadre essentiel qui leur est laissé est celui, pas mince certes, de l'action sanitaire et sociale, c'est-à-dire entre autres le financement d'hôpitaux, de crèches, de centres sociaux, de foyers de jeunes travailleurs, de maisons de retraite, de services de soins à domicile, etc.

Ils participent aussi à des commissions de recours gracieux qui statuent sur des litiges administratifs entre la caisse et les assurés, commissions d'octroi des rentes accidents du travail ou attribution de secours.

Le travail qui sera demandé aux nouveaux administrateurs ne sera pas facile. Il pourra servir à améliorer le service rendu, mais toujours dans le cadre des décisions gouvernementales.

Les syndicats se servent actuellement des élections aux postes d'administrateurs Sécu pour servir leurs propositions en matière de révision de la protection sociale en France. Mais par cette propagande, pour engager le débat, comme ils disent, ils leurrent les assurés sociaux en laissant le doute sur les véritables possibilités d'action des administrateurs. Quelques assurés sentiront les bienfaits de cette élection, mais la politique de protection sociale le changera pas d'un pouce.

A.D.

LES ASSURANCES SOCIALES EN FRANCE

LA France a été l'un des pays industrialisés qui a institué le plus tardivement un système obligatoire de protection sociale, peut-être parce que, comme le disait Guy Mollet, la bourgeoisie française est la plus bête du monde.

Dès 1883, en Allemagne, Bismarck établit le premier régime d'assurances sociales, pas par philanthropie bien sûr, mais pour combattre plus efficacement les socialistes dont les idées progressaient rapidement ; répression et réformes étaient sa méthode de gouvernement, ce qui est somme toute habituel et dépend des circonstances et aussi, pourquoi pas ? de l'intelligence des gouvernants, mais également de la combativité des travailleurs, de leurs possibilités d'action. Le Chili, la Pologne sont des exemples édifiants.

La Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, la Suède, la Russie (tsariste et soviétique), la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, etc., emboîtèrent le pas et, avant 1914 ou immédiatement après la Première Guerre mondiale, créèrent leur régime de protection sociale. En France, la loi sur les Assurances sociales ne fut appliquée que le 1er juillet 1930.

Pourtant, on discutait depuis longtemps de la manière d'épargner aux travailleurs la misère noire lorsqu'ils tombaient malades ou lorsque la vieillesse les contraignait à abandonner le travail. Des hommes aussi différents que pouvaient l'être Daniel Defoe (en Angleterre), Restif de la Bretonne, Condorcet, Lavoisier, avaient établi des plans pour que « les gens les plus démunis puissent revendiquer leur subsistance comme un dû et non comme une assistance ». C'est-à-dire payer une cotisation en échange de laquelle on obtient une aide en cas de besoin. Colbert, lui, avait déjà créé, en 1681, la Caisse des invalides de la marine.

Il y avait bien la mutualité, qui se développa considérablement après l'avènement de la IIIe République, surtout après la charte du 1er avril 1898. Mais l'adhésion à une société de secours mutuels était — est toujours — un acte volontaire que ne faisaient que les plus prévoyants, les plus conscients de la nécessité de s'unir pour faire face à l'adversité ; en 1921, on dénombrait 22 000 sociétés de secours mutuels et près de 5 millions de mutualistes, parmi lesquels 500 000 ouvriers seulement. (De nos jours, on recense 8 000 sociétés mutualistes et 25 millions de personnes protégées).

Cependant, le gouvernement français devait tenir compte de ce qui avait été fait dans les pays avoisinants et de la situation qui existait dans les départements d'Alsace-Lorraine de nouveau rattachés à la France, et dans lesquels s'appliquaient les lois allemandes sur la protection sociale. Il ne pouvait évidemment être question d'abolir un régime en vigueur depuis trente années ; le gouvernement se voyait donc contraint d'étendre le système à tout le pays.

Le 22 mars 1921, le ministre du Travail de l'époque, Daniel Vincent, présentait un projet de loi à la Chambre des députés visant à instituer un régime obligatoire d'assurances sociales.

Et la bagarre commença !

Les dirigeants de la mutualité, qui avait eu jusque là le quasi monopole de la protection sociale, voyaient dans les Assurances sociales un ennemi mortel. Avec l'établissement d'une cotisation obligatoire, pensaient-ils, les sociétés de secours mutuels allaient disparaître. Leur amertume était d'autant plus grande qu'ils n'avaient pas été consultés pour l'élaboration du projet.

Dès le 24 mars 1921, les délégués à l'assemblée générale de la Fédération nationale de la Mutualité française, réunis à Lyon, examinaient le projet de loi et émettaient de vives critiques.

Le Conseil supérieur de la mutualité, en juin 1921, se déclarait d'accord sur le principe de la cotisation obligatoire et sur le précompte opéré par l'employeur sur les salaires, mais il demandait une cotisation unique et des prestations uniformes. Il regrettait également de n'avoir pas été consulté, voulait que les organismes d'assurances sociales fussent des associations mutualistes et voulait en outre « empêcher le régime obligatoire de dégénérer en un instrument de démoralisation pour la population des travailleurs et de ruine pour le pays », car ce régime devait « produire ses effets régérateurs d'éducation, de solidarité, de paix sociale, indispensable au relèvement et à la grandeur de la patrie ! » Il faut dire que cela se passait peu de temps après la terrible saignée de 14-18 et à une époque où la paix sociale était quelque peu perturbée ; ce qui explique peut-être le style...

La mutualité, qui avait quand même compris qu'elle n'empêcherait pas l'instauration d'un régime obligatoire de protection sociale, faisait le maximum pour obtenir la gestion — du moins pour ses adhérents — des caisses d'assurance maladie qui devaient être mises en place. Elle était d'accord pour que l'Etat les contrôle, mais elle s'opposait à ce qu'il les administre. Les dirigeants mutualistes se défendaient de l'accusation souvent portée contre eux d'être des adversaires des Assurances sociales ; ils soulignaient que la mutualité n'étant ni un commerce, ni une industrie, ni une exploitation, on pouvait

lui faire confiance pour administrer sainement les caisses. Ils prétendaient, non sans raison, que les mutualistes avaient été des précurseurs dans le domaine de la protection des individus, et prédisaient que si l'on ne s'appuyait pas sur leur expérience on connaîtrait les mêmes déconvenues qu'avec la loi sur les retraites ouvrières, votée en 1910, qui se révélait être un fiasco, les syndicats s'y étant farouchement opposés.

Les pouvoirs publics, au début de la bataille, malgré les bonnes paroles prodiguées à la mutualité, considéraient cette dernière comme un obstacle à leur projet, et au sein du gouvernement comme à l'extérieur, la lutte entre les anti-mutualistes et les pro-mutualistes fut longue et âpre. Cependant, la mutualité marquait des points puisque, en 1924, Daniel Vincent, toujours ministre du Travail, déclarait : « Rien ne peut se faire de sérieux sans la mutualité. »

Parmi les anti-mutualistes, on comptait les syndicalistes, les milieux d'avant-garde. Ainsi, les deux confédérations syndicales : la CGT et la CGTU ont été d'accord pour que soit instauré le système des Assurances sociales. Les libertaires le furent aussi, du moins les anarcho-syndicalistes, comme on peut le constater à la lecture des articles consacrés à ce sujet dans l'*Encyclopédie anarchiste*, à l'article « Assurances sociales ». Bien entendu, chacun a émis des réserves sur le projet tel qu'il était présenté par le gouvernement.

Les anti-mutualistes, reprenant la « philosophie » de la mutualité, postulaient que « l'assurance est une revanche de l'homme sur le hasard, de l'union sur l'isolement ; à l'individu sans défense, la collectivité apporte son concours » (1).

Pierre Besnard a écrit : « L'assurance pourra, selon les épreuves, prendre tel ou tel nom, revêtir tel ou tel caractère, elle n'en restera pas moins, toujours, un devoir social qui participera de la solidarité entre tous les membres d'une même collectivité. » A. Rey, lui, précise : « Dans l'assurance simple, l'assuré n'a d'avantages qu'en raison de l'effort qu'il a personnellement accompli, et les charges qu'il subit sont d'autant plus lourdes que les risques qu'il encourt sont plus importantes. Dans l'assurance sociale, l'organisation et les conditions de fonctionnement doivent être telles que celui qui est favorisé par le sort ou les circonstances intervienne en faveur de celui qui est défavorisé (2). »

Les syndicats, les libertaires auraient naturellement souhaité que le financement des Assurances sociales fût exclusivement assuré par un prélèvement sur les bénéfices du patronat, mais ils savaient pertinemment que c'était là un vœu pieux, étant donné les circonstances. Mais ils voulaient, d'accord sur ce point avec la mutualité, que les caisses d'assurance maladie qui seraient créées fussent autonomes et gérées par ceux qui payaient : patrons et ouvriers, à l'exclusion de l'Etat.

Il est intéressant de noter que les anarcho-syndicalistes se sont prononcés aussi pour l'adhésion obligatoire aux Assurances sociales : « L'obligation d'assujettissement est apparue comme le meilleur moyen d'empêcher l'action néfaste des égoïsmes imprévoyants et d'assurer la stabilité désirable. » « Le moyen considéré comme le plus pratique consiste à obliger l'employeur à prélever sur le salaire de ses ouvriers et employés les sommes correspondantes au montant de la contribution à laquelle ils sont également astreints et à les envoyer, avec le montant de ses propres contributions, à l'organisme d'assurance. Ceci sous sa responsabilité. C'est ce que l'on appelle le précompte. » (A. Rey) (2).

Pierre Besnard aurait voulu que la cotisation des salariés fût supérieure à celle des patrons pour que les travailleurs aient plus de sièges au conseil des caisses, donc la majorité.

A. Rey a écrit son article en 1926, *avant* le vote de la loi, ce qui montre bien l'intérêt et l'ampleur des débats sur cette question soulevés parmi ceux qui voulaient transformer la société d'une façon ou d'une autre. Débats qui, n'en doutons pas, devaient porter aussi sur l'utilité de cette réforme. Pierre Besnard disait : « Nous n'avons pas le droit de déclarer que cette question nous est étrangère. La vie des enfants, des malades, des invalides doit nous être suffisamment chère pour nous obliger à étudier le meilleur moyen de l'assurer dignement. (...) Il convient de tirer de ce régime le maximum de bien-être pour le travailleur, pour sa famille. Tout ce qui est arraché au capitalisme est, en fait, une conquête dont on ne doit pas faire fi. » De son côté, A. Rey affirme : « Et nous ne pouvons croire que faire bénéficier les travailleurs français des conditions de quiétude et de sécurité dont bénéficient les travailleurs de la plupart des autres pays aura pour effet d'entraver leur développement moral et intellectuel (2). »

Elaboré en 1920 par le ministère du Travail, présenté en 1921 au vote des députés, le projet d'instauration des Assurances sociales ne fut finalement adopté par la Chambre des députés que le 8 avril 1924, par 550 voix contre 0. Mais le Sénat allait le modifier dans un sens restrictif, ce qui — alors que tout le monde était enfin d'accord : gouvernement, mutualité, syndicats — devait remettre tout en cause et repousser de plusieurs années sa réalisation.

Le 9 juin 1927, après que la mutualité eut déclaré qu'elle refuserait son concours si le Sénat ne revenait pas sur son premier vote, celui-ci adoptait par 269 voix contre 2 le rapport du docteur Chauveau, lequel préconisait que la mutualité soit l'organisme fondamental d'application de la loi. La Chambre des députés votait le projet tel quel le 14 mars 1928 ; la loi était promulguée le 5 avril 1928... et ne fut jamais appliquée !

Elle fut enfin votée, mais complètement remaniée (à la veille de son application) le 30 mars 1930. Son entrée en vigueur eut lieu le 1er juillet 1930.

Bien des modifications lui furent apportées ensuite ; 17 lois ont été adoptées par le Parlement jusqu'en 1944.

La loi de 1930 décrétait l'affiliation obligatoire au régime des Assurances sociales des salariés dont la rémunération totale annuelle ne dépassait pas 18 000 francs. La cotisation, fixée au taux de 10% des salaires, était supportée à part égale par les salariés et les employeurs (5% chacun). Les risques couverts étaient la maladie, l'invalidité prématurée, la vieillesse, le décès, la maternité, les charges de famille...

Des caisses primaires locales furent créées (815), gérées soit par les sociétés de secours mutuels pour leurs adhérents (651 caisses), soit par les syndicats professionnels. Ces caisses primaires assuraient la distribution des prestations ; chaque assuré pouvait choisir sa caisse. Une caisse départementale gérait le risque vieillesse.

Après dix années de discussions, était donc créée une institution qui allait faire si profondément partie de la vie quotidienne des citoyens que, de nos jours, on se demande bien comment vivaient les travailleurs *avant*.

La mutualité, au cours des ultimes discussions, avait réussi à faire passer les charges de gestion du système de 7 milliards et demi de francs à 4 milliards 800 millions, par la suppression d'organismes intermédiaires « inutiles et parasitaires » prévus par la loi. A une assurance gérée par l'Etat « attardée, sans fruits, onéreuse et démoralisante », la mutualité opposait « une pratique mutualiste cordiale, vivifiante, altruiste et intensément féconde ».

Contrairement aux craintes de ses dirigeants, la mutualité n'a pas disparu avec l'instauration des Assurances sociales, pas plus qu'après la mise en place de la Sécurité sociale. Au contraire.

Les Assurances sociales avaient pour but d'imposer aux travailleurs une épargne forcée, complétée par une contribution des employeurs et, dans une certaine mesure, de l'Etat, afin de leur assurer, ainsi qu'à leur famille, une protection efficace en cas de maladie, d'accident, et un revenu minimum à l'âge de la retraite.

La Sécurité sociale, instituée entre 1945 et 1948, est un système dont l'intention est plus vaste : il devait tendre, par une certaine redistribution des revenus, à une plus grande justice sociale afin d'aplanir les inégalités trop criantes. D'autre part, la Sécurité sociale concerne toute la population et non plus seulement une catégorie de travailleurs. En ce qui concerne les inégalités, l'objectif n'a pas été atteint, c'est évident. Sur le plan de la santé, on ne peut nier, cependant, que la conjugaison Sécurité sociale/mutualité offre aux travailleurs la possibilité de faire face aux maux inhérents à la vie bien plus facilement qu'autrefois.

Mais on peut encore faire beaucoup mieux...

André Devriendt

(1) Voir dans Volonté anarchiste *n° 22,* Le Mouvement mutualiste, *les raisons de l'hostilité des syndicats et des libertaires envers la mutualité, à l'époque.*

(2) Citations extraites de l'article Assurances sociales *dans* L'Encyclopédie anarchiste.

ONDES LIBRES !

Les radios libres, les vraies,
ne fondent
ni dans la bouche des marchands de soupe
ni dans la main des politiciens.

sur Paris et sa région, écoutez Radio-Libertaire sur 89,5 MHz.

Supplément au Monde libertaire n° 495 hebdo de la Fédération anarchiste

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE À L'HEURE DE REAGAN

LES fantaisies (en hausse) du dollar avaient amené les pays européens, et surtout la France, à organiser un « sommet » à Versailles il y a un an, lors duquel ils avaient insisté auprès des Etats-Unis pour que ceux-ci contrecarrent les mouvements aberrants de leur monnaie.

Refus des Etats-Unis qui sont, comme chacun sait, les chantres du libre échangisme et de la non-intervention étatique dans l'économie. Tout au plus admet-on que des interventions peuvent avoir lieu en cas de « désordre » sur le marché des changes. Une commission de hauts fonctionnaires est nommée pour définir la notion de désordre, qui mettra onze mois pour rendre son rapport, dans lequel il apparaît qu' « il n'existe pas une définition universelle acceptée de ce qui constitue une situation de désordre sur le marché ».

Commentaire du secrétaire américain au trésor, Donald Regan (ne pas confondre) : ce rapport ne donne aux Etats-Unis « aucune raison de modifier leur politique ». Et même : « Les interventions peuvent avoir des résultats opposés à leur but. »

Cinquante ans de domination

La puissance du dollar repose évidemment sur le poids colossal de l'économie américaine dont le produit intérieur brut est six fois celui de la France et quatre fois celui de l'Allemagne, et qui est le premier exportateur et importateur mondial de marchandises, de services et de capitaux. Dominant depuis 1933, le dollar est confirmé comme monnaie de référence en 1944 aux accords de Bretton Woods, car il devient théoriquement convertible en or.

Les guerres de Corée, du Vietnam, les investissements directs des sociétés américaines à l'étranger font sortir d'énormes quantités de dollars. La planche à billets chauffe à blanc. C'est la période de plus forte croissance, mais les Etats-Unis perdent leur compétitivité. L'émission de dollars pour les besoins du commerce international provoque l'inflation à l'intérieur. Les coûts de production montent plus vite qu'ailleurs. La balance des paiements devient déficitaire.

En 1970, le stock d'or des Etats-Unis est de dix milliards de dollars, alors que le monde en détient cinquante milliards, théoriquement convertibles en or. Le dollar est donc surévalué, le système monétaire fondé sur la convertibilité du dollar en or et sur les taux de changes fixes ne suit plus le mouvement et risque d'exploser.

En août 1971, Nixon suspend la convertibilité et dénonce le système des taux de changes fixes de Bretton Woods. Le dollar baisse, ainsi que le déficit de la balance de paiements. La crise pétrolière de 1973-74 va tout remettre en cause, mais la masse de dollars attirés dans les pays producteurs est réinvestie aux Etats-Unis.

C'est lors du deuxième choc pétrolier, en 1979, sous la présidence de Carter, qu'est porté le véritable coup d'arrêt à la croissance mondiale, car les Etats-Unis font monter les taux d'intérêt, donc le dollar, donc le prix du pétrole... Il s'ensuit un récession généralisée, l'inflation, le drainage vers les Etats-Unis d'énormes quantités de capitaux... et le renforcement du dollar.

Mitterrand trouble-fête

Face à cette situation, notre camarade président (1) se fait l'apôtre d'une conférence internationale pour parvenir à un nouvel accord monétaire qui fixerait la marge de variation des monnaies. Les Américains sont loin de se montrer enthousiastes car la situation actuelle les avantage.

En attendant, les Etats-Unis ne feront aucune intervention sur le marché des changes, maintiendront les taux d'intérêt élevés et même lanceront une offensive en matière de commerce international.

L'administration de Reagan considère que la reprise ne sera possible que si les pays industriels réduisent leur hausse des prix. La baisse des taux d'intérêt ou du prix du dollar à elles seules ne suffiront pas.

Le gouvernement français, de son côté, répète à qui veut l'entendre (c'est-à-dire personne) (2) que c'est le colossal déficit budgétaire américain qui est responsable des désordres monétaires et des taux d'intérêt élevés.

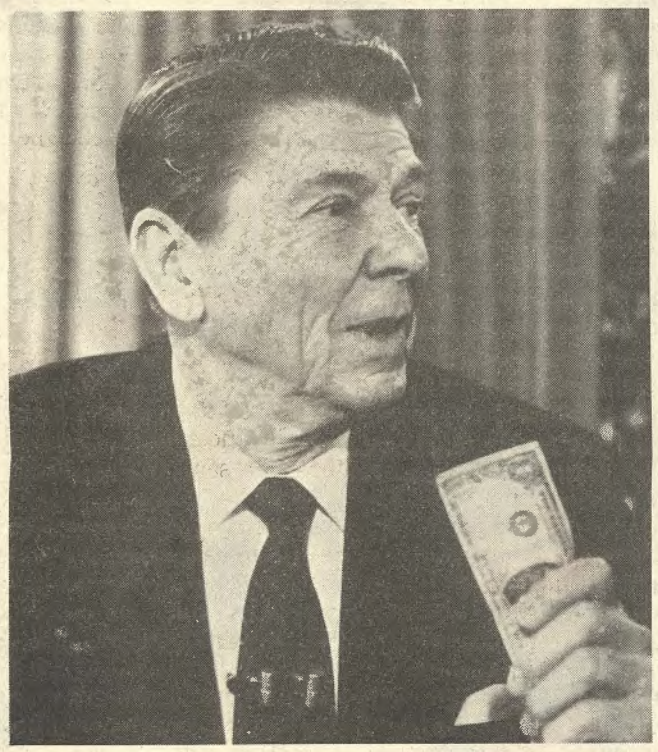
Les Américains, eux, affirment que les taux de change élevés ne sont que le reflet d'une situation économique et que leur stabilité dépend plus d'une coordination des politiques que d'une conférence monétaire. Ce qui signifie : alignez votre politique sur la nôtre et on en reparlera. Un chantage, en quelque sorte (3).

L'appel à la solidarité atlantiste et à l'intérêt supérieur de l'alliance laisse les dirigeants américains de glace. Seules des considérations intérieures pourront les amener à modifier leurs positions : soit l'approche des présidentielles en 1984, soit la pression des industriels américains qui ont du mal à exporter à cause des taux d'intérêt élevés ou de la cherté du dollar.

Ainsi, le 3 juin dernier, le *New York Times* publiait un éditorial demandant au gouvernement d'intervenir sur le dollar, donnant ainsi un appui inattendu à la thèse française. De même, le *Journal of Commerce* se plaignait d'un dollar surévalué. Thomas O'Neil, président de la chambre des représentants, réclame une dévaluation du dollar pour que les produits américains deviennent plus compétitifs. « Cela ne se produira pas, dit-il, si nous donnons à nos concurrents japonais un avantage de prix de 20% comme nous avons fait cette année en surévaluant le dollar. »

Ce même personnage réclame une croissance plus faible des dépenses militaires et moins de réductions d'impôts. Or ces deux points constituent les fondements mêmes de la politique de Reagan, sur lesquels il ne reviendra à aucun prix (c'est le cas de le dire...).

Les taux d'intérêt élevés provoquent un afflux de capitaux, une croissance de la masse monétaire américaine, donc la reprise, qui permet à Reagan de mettre en œuvre sa politique d'armement à outrance et la réduction d'impôts qui profite surtout aux plus riches.



Il ne reste donc à notre camarade président qu'à ajuster de nouveau sa politique économique, c'est-à-dire importer moins, consommer moins. Un petit supplément de rigueur teinté de protectionnisme.

Déficit record

Tout ne marche pourtant pas si bien que ça aux Etats-Unis. Le déficit budgétaire y est de 189 milliards de dollars (4).

Le 19 mai, le Sénat rejette le projet de budget du président et adopte un projet en contradiction totale avec celui de la Maison Blanche. Déjà, la chambre des représentants avait fait de même.

Les parlementaires américains paniquent à l'idée d'une nouvelle flambée du dollar, mais ces messieurs s'inquiètent aussi pour des raisons légitimement électoralistes devant les coupes claires opérées par le gouvernement dans les dépenses civiles au profit des dépenses militaires. Les propres troupes de Reagan ont donc refusé de se plier à la discipline de vote puisque le Sénat est à majorité républicaine.

Déjà de cinquante milliards de dollars en 1981, le déficit budgétaire est passé à cent milliards en 82 et est prévu à deux cent milliards en 84, et la paupérisation des chômeurs a atteint un seuil critique.

Ça n'a pas empêché Reagan d'arriver au sommet de Williamsburg avec un état d'esprit de vainqueur. Ce sommet, qui a réuni les sept pays occidentaux les plus riches, portait sur une ambiguïté. Tout le monde, Mitterrand en tête, avait la cohésion du monde occidental à la bouche, mais alors que notre camarade président pensait baisse des taux d'intérêt qui soulagerait la balance commerciale française, Reagan, lui, pensait missiles.

Faites comme moi, disait Reagan en substance, le salut est dans le libre marché, dans l'extension du libre échange, dans l'ouverture des frontières (5).

Les taux d'intérêt, disent les Américains, dépendent du marché, non du déficit fédéral. La force du dollar tient au succès de la lutte contre l'inflation (tombée à 4% environ).

Cependant, si la reprise crée un besoin de liquidités, les bons du trésor émis pour couvrir l'énorme déficit budgétaire épongent l'argent qui pourrait être investi dans l'industrie, rendant le dollar plus rare, donc plus cher, ce qui pourrait empêcher le redémarrage en profondeur des affaires.

Par ailleurs, les taux d'intérêt élevés attirent aux Etats-Unis des masses de capitaux habituellement placés en Europe. Ce sont en fait les Européens qui financent le déficit américain. Le caractère artificiel — voire malsain — de la reprise économique aux Etats-Unis apparaît donc clairement et on ne peut s'empêcher de se demander combien de temps ça va durer et comment ça va se terminer.

Mitterrand est le seul à dénoncer « l'égoïsme monétaire » américain qui a des conséquences fâcheuses pour l'économie européenne et catastrophiques pour les pays du Tiers-Monde, auxquels les banques occidentales ont prêté des sommes colossales qu'ils ne peuvent plus rembourser. C'est que les débouchés des industries occidentales dans ces pays s'en trouvent rétrécis. Pratiquement, les prêts consentis par les banques occidentales au Tiers-Monde servent à payer les intérêts des emprunts antérieurs. Si un seul pays se déclarait en situation de cessation de paiement, cela risquerait de créer une réaction en chaîne, une faillite généralisée de toutes les grandes banques internationales et une crise générale du capitalisme auprès de laquelle celle de 1929 apparaîtrait comme une franche rigolade.

Mitterrand montre en fait qu'il a une perception à long terme des intérêts de l'impérialisme beaucoup plus lucide que ses « partenaires » occidentaux.

Ce petit survol ne doit pas nous faire oublier que si Reagan, champion du libre échange, travaille à restaurer l'hégémonie absolue (qui s'était un peu relâchée) des Etats-Unis, son véritable « dada » c'est le problème de la défense. Il consacre, dit-on, autant de temps aux questions de défense que pour toutes les autres questions réunies.

Reagan et ses petits copains sont atteint du même syndrôme de forteresse assiégée qui affectait Staline et ses sbires, et il est à craindre qu'à long terme les résultats soient peu réjouissants.

Les Etats-Unis se considèrent comme le dernier bastion de la liberté dans un monde instable où toute modification de l'équilibre politique est vue comme subversion communiste (6). Le rétablissement de l'économie américaine est conçu par l'administration Reagan comme le moyen de rétablir la politique de sécurité et d'assurer l'absolue domination militaire américaine.

Traditionnellement, les politiques de réarmement avaient pour but de masquer les problèmes intérieurs de chômage, de baisse des investissements, etc., en augmentant les impôts. Reagan réarme en diminuant les impôts et en faisant payer la facture à l'Europe et au Tiers-Monde, en augmentant le déficit du budget (189 milliards) ainsi que la dette fédérale (935 milliards de dollars au début du mandat, 1 200 milliards en février 83), tout ça sans incidence sur le chômage, car la structure des dépenses militaires offre peu d'emplois. Les matériels sophistiqués et la recherche, qui engloutissent des sommes considérables, fournissent moins de travail que l'équipement de soldats. Les industries de communication militaires fournissent moins de travail que la fabrication de bottes.

Tout cela est d'autant plus inquiétant que Reagan s'entoure de spécialistes dont le raisonnement est aussi fin et nuancé que celui de Richard Pipes (le seul soviétologue de l'entourage du président, limogé depuis) qui déclara : « La guerre est inévitable avec l'URSS, à moins que celle-ci ne renonce au communisme » ; ou que Eugène Rostow, spécialiste de la défense : « Après tout, le Japon n'a pas seulement survécu à l'attaque nucléaire, il a même refleuri. »

Inquiétant, non ?

R.B.

(1) J'ironise, bien sûr !

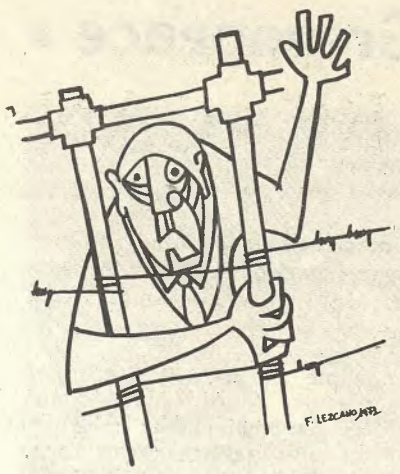
(2) L'Allemagne, commercialement excédentaire (et fortement : 64 milliards de dollars), est favorable au libre échange, soutient Washington contre Paris. Margaret Thatcher, elle, déclara : « Nous allons à Williamsburg pour soutenir le président », (le président Reagan, bien sûr).

(3) Il n'empêche que la France a le taux de chômage le moins haut et l'un des meilleurs taux de croissance.

(4) Ça n'empêche pas Reagan de donner des leçons de gestion à ses alliés.

(5) En fait, le champion du libre échange que sont les Etats-Unis dispose d'une réglementation invraisemblable pour empêcher la diffusion sur son marché de quantité de produits, sous couvert de normes techniques, de sécurité, d'hygiène. Il en va de même pour l'Allemagne et le Japon. La France est le pays le moins « protégé » dans ce domaine.

(6) Il faut avoir à l'esprit que pour un Américain, imprégné d'idéologie libre échangiste, même si cette dernière reçoit des démentis flagrants dans la pratique, la moindre intervention de l'Etat dans le domaine économique, qui serait pour nous parfaitement banale, est considérée comme un doigt dans l'engrenage du « communisme ».



ITALIE

RÉPRESSION CONTRE UN INSOUMIS

LE 24 mai, journée de fête pour les forces armées italiennes puisque c'est la commémoration de l'entrée en guerre de l'Italie en 1914, se tenait le procès du compagnon anarchiste Mauro Zanoni, 20 ans, au tribunal militaire de la Spéria.

Mauro, en effet, ne s'est pas présenté à l'appel au service national, le 7 octobre dernier.

Arrêté une première fois le 13 février, il a été libéré après dix-sept jours de détention, avec obligation de se présenter à la caserne « Pavia de Pesaro », ce que Mauro a naturellement refusé.

Le 11 avril, il a été interpellé sur son lieu de travail. Enfermé à la prison militaire de Peschiera del Garda, refusant de reconnaître le caractère philosophique et politique de l'acte de Mauro, a demandé une peine d'un an de prison ferme pour désertion.

L'avocat défenseur de Mauro a combattu avec brio l'accusation, mais cela n'a pas empêché le tribunal de condamner Mauro à un an de prison militaire, non pour désertion, mais pour absence à l'appel.

Au procès, une quarantaine de compagnons, de Milan et des alentours, sont venus soutenir Mauro.

ESPAGNE

Cinquante-huit mineurs poursuivent leur action dans les puits de Sallent

CINQUANTE-HUIT des 62 mineurs occupant le puits de Vilafruns depuis le 1er juin dernier poursuivent leur action et ce à plus de cinq cents mètres de profondeur, sans lumière ni aération. Quatre d'entre eux ont dû être évacués de par leur santé précaire, tandis que d'autres souffrent d'eczéma et de diarrhées du fait de la température très élevée régnant dans la mine et à cause du manque de nourriture.

Par cette occupation, les 621 employés qui travaillent dans les puits de Llobregat tentent d'obtenir l'étude d'une convention séparée de l'accord « salaire emploi » signé par la société « Explosivos Rio-Tinto » (ERT) avec l'Etat, condition préalable à l'allocation des crédits.

Les mineurs enfermés, ainsi que leurs compagnons qui sont en permanence rassemblés à l'entrée de la mine, revendiquent par ailleurs l'augmentation rétroactive des salaires à compter du 1er janvier, de même que l'extension de celle-ci à l'ensemble des secteurs de ce holding, étant donné que la société ERT regroupe des entreprises chimiques presque toutes déficitaires.

Le pré-accord de l'Etat signé par les Commission ouvrières (communistes) et l'UGT (socialiste) fait l'objet d'un référendum auprès des travailleurs, mais selon leur propre source, seuls 51% parmi les mille employés de la société y ont participé et uniquement ceux qui y étaient favorables.

Le pré-accord fut donc signé par les centrales réformistes, et le 9 juin 1983, il se transforma en un accord définitif. La CNT-AIT n'ayant bien sûr pas participé ces « négociations » a lancé le 13 juin une journée de lutte dans la région de Bagès-Bergueda, qui a paralysé l'activité de Sallent et à Bal Sareny, ainsi qu'à la mine de Cardona. La CNT a par ailleurs réalisé des réunions d'information dans les autres mines.

Selon le communiqué de presse donné par le comité régional de Catalogne : « La CNT remercie la population pour la réponse faite à cette journée de lutte et de solidarité avec les mineurs. »

La CNT sait, en dépit de certains malentendus qui ont été délibérément propagés par rapport à cette action, qu'elle a accompli un pas en avant dans ce conflit en développant l'information et la sensibilisation. Celle-ci a pu constater en outre la méconnaissance de la population et des mineurs eux-mêmes quant à la teneur de l'accord « salaires-emploi » de l'ERT signé par les CCOO, UGT et ELA.

Nous espérons que cette mobilisation fera pression sur l'entreprise afin qu'elle modifie sa position actuelle et établisse un dialogue sérieux avec les mineurs, afin qu'ils obtiennent la satisfaction de leurs revendications.

Dans le cas contraire, la CNT lancera prochainement d'autres actions puisque nous ne sommes pas disposés à laisser les mineurs aux mains de la direction qui n'hésitera pas à les écraser.

(Traduit de *Solidaridad obrera*, organe de la CNT de Catalogne)

ESPAGNE

« Carrefour », une victoire

DÉCLENCHÉ par un licenciement le 28 décembre 82, le conflit éclata le 4 janvier 83 par le renvoi d'un second travailleur affilié à la Fédération locale de Prat de la CNT, et devint à partir de cette date un conflit ouvert, avec une réelle volonté de rompre avec la dynamique habituelle, basée sur la négociation face aux licenciements.

Les raisons « officielles », données par la direction Carrefour Aimar SA pour justifier ces licenciements, ont paru dès le début « fantasques ».

En effet, cette dernière déclarait avoir trouvé dans le vestiaire d'un compagnon, Ignacio Nevado, des tracts offensant le directeur de Carrefour et signés par la CNT, dont il est membre (section syndicale non reconnue).

En ce qui concerne le renvoi de Julian Ortega, autre camarade de la CNT, le motif est tout aussi invraisemblable puisqu'on l'accuse d'avoir emporté chez lui ses vêtements de travail.

Tels sont les arguments qui furent invoqués afin de les licencier. La CNT, face à une telle injustice, se mobilisa rapidement et spontanément sans s'organiser vraiment car, dans un premier temps, elle ne sut pas mesurer l'enjeu de ce conflit face à une multinationale aussi puissante que Carrefour.

Le 8 janvier, à la suite d'un rassemblement de militants de la CNT devant l'entrée de l'établissement, tandis que ceux-ci réclamaient que justice sociale soit faite et que Carrefour soit boycotté, la police intervint et effectua ses premières arrestations.

A dater de ce jour, les arrestations, agressions, insultes et machinations se succédèrent et se multiplièrent, mais sans toutefois ébranler la CNT, déterminée à mener cette lutte jusqu'à son terme.

Ce conflit a fait couler beaucoup d'encre, tant dans la presse bourgeoise que dans la nôtre.

La fédération locale réalisa immédiatement que ce conflit se devait d'être exposé au grand jour afin de contrecarrer toute récupération éventuelle.

La CNT resta mobilisée pendant 127 jours, et ce sans interruption, devant les portes de Carrefour, revendiquant la réintégration des deux compagnons.

Durant cette période, toutes les éventualités quant au dénouement de cette lutte furent émises aussi bien du côté des patrons, de la police, des partis politiques et des syndicats, ainsi que d'autres entités ayant toutes comme dénominateur commun la quasi-assurance d'une défaite de la lutte menée par la CNT.

De plus, la CNT étant impliquée dans cette affaire, l'ensemble des entités politiques et le patronat cherchèrent à enrayer la lutte.

La CNT, seule contre tous, soutenue cependant par des personnes non affiliées mais sympathisantes, assura une action constante par le biais de différentes méthodes pacifiques, comme l'usage de boules puantes, la diffusion de tracts, des barricades..., cherchant à utiliser au maximum tous ces moyens.

La CNT vit défiler, dans une inquiétude grandissante, les jours, les semaines et les mois sans que ceux-ci n'apportent le moindre signe avant-coureur d'une éternelle victoire. Au fil du temps, les positions ne tardèrent pas à se durcirent, drainant avec elles le spectre d'une nouvelle affaire « Scala » pour la CNT. Cette perspective inquiétait certes tous les militants, mais il ne semblait pas y avoir d'autre position viable face à l'humiliation et à la répression que subissait la CNT.

Après plusieurs ajournements du jugement, l'entreprise, sûre de sa victoire, déclara qu'elle respecterait la sentence que le magistrat prononcerait.

Le jugement tardant, la tension monta. De nouveaux affrontements eurent lieu avec la police et l'entreprise, et ceci jusqu'au 17 mai, date à laquelle le dénouement fut connu : licenciements abusifs refusés et sans appel.

La joie et les fleurs se mêlèrent à la surprise chez beaucoup, insufflant un regain d'énergie parmi les travailleurs.

Le jugement : A la demande d'appel de Ignacio Nevado et de Julian Ortéga contre la décision de l'entreprise Carrefour, je dois déclarer et déclare que les licenciements dont ils firent l'objet sont refusés et sans recours et je dois condamner et condamne l'entreprise à ne pas soumettre ses ouvriers à aucune sorte de discriminations du fait de leur affiliation syndicale et à les réintégrer à leur poste de travail, ainsi qu'au paiement de leur salaire depuis le jour de leur licenciement et jusqu'au moment où ils seront réellement réintégrés.

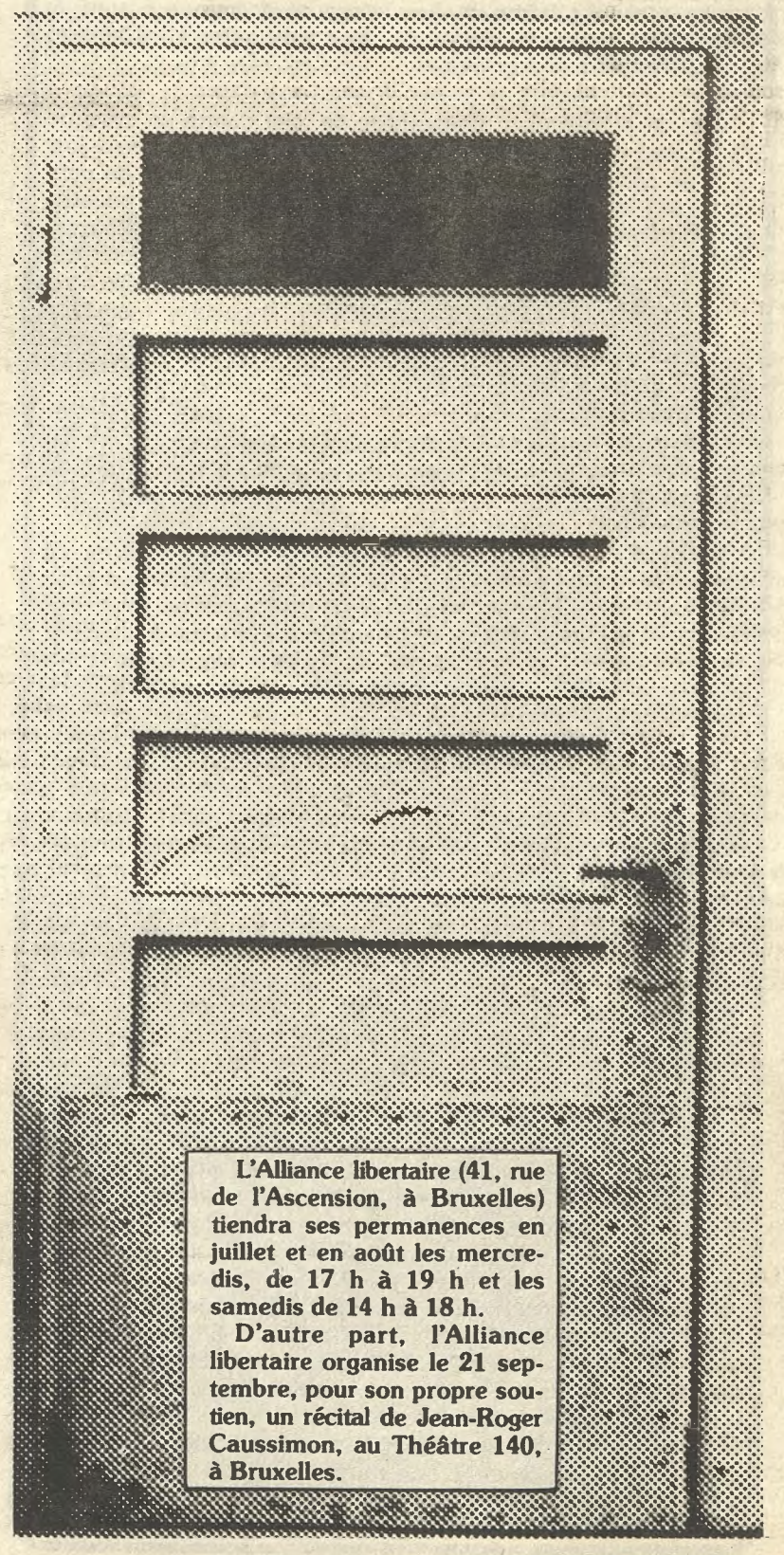
Le 19 mai, les deux compagnons décidèrent de réintégrer leur poste.

La CNT les accompagnait dans l'éventualité d'une nouvelle provocation. Des photographes, ainsi que divers journalistes étaient présents, de même qu'un notaire prêt à rédiger un procès verbal en cas de litige avec l'entreprise.

La direction tenta vainement d'empêcher les compagnons de reprendre leur travail, sous le regard médusé des autres travailleurs.

L'entreprise distribua par la suite une circulaire dans laquelle elle reconnut avoir perdu, où elle déclara respecter le jugement rendu et demandant que l'on traite normalement les deux travailleurs afin que la tranquillité perdue le jour où elle entreprit de s'attaquer à la CNT se rétablisse.

(traduit de *Solidarité ouvrière*)



L'Alliance libertaire (41, rue de l'Ascension, à Bruxelles) tiendra ses permanences en juillet et en août les mercredis, de 17 h à 19 h et les samedis de 14 h à 18 h.

D'autre part, l'Alliance libertaire organise le 21 septembre, pour son propre soutien, un récital de Jean-Roger Caussimon, au Théâtre 140, à Bruxelles.

La chute de la démocratie-chrétienne en Italie

NÉES des spéculations les plus bassement politiciennes, voulues par les socialistes dans l'espoir de grignoter quelques sièges parlementaires, les énièmes élections anticipées qui ont eu lieu les 26 et 27 juin en Italie n'étaient pas en mesure de susciter un intérêt quelconque dans un pays anesthésié sous les coups du terrorisme « officiel » et d'Etat, sans « menaces » en vue de la part des « extrémistes », il était difficile d'inventer du jour au lendemain un intérêt pour un événement qui n'en était pas un. Aussi une partie des électeurs ont préféré rester chez eux, soit carrément voter blanc.

Pour la première fois de l'après-guerre, le revers électoral de la démocratie-chrétienne rend possible pour l'Italie une majorité de gauche ou, en tout cas, un gouvernement d'où la démocratie-chrétienne serait absente. Pour un parti qui incarne le pouvoir en Italie, le coup est dur et surtout inattendu. Jusqu'ici, sous le couvert d'une instabilité gouvernementale presque institutionnalisée, les notables démocrates-chrétiens et les apparentés ont parasité toutes les institutions et tous les rouages de l'Etat italien en les faisant « leurs » par tout un système de « clientèlisme ».

Avec à peine 32,9% des suffrages, la démocratie-chrétienne vient d'enregistrer son plus mauvais score depuis 48 et se trouve pratiquement au même niveau que le PC italien, obligée maintenant de tenir compte des autres partis gouvernementaux, socialistes et républicains en tête. Du coup, le Parti communiste italien, qui, après l'échec de son compromis historique, avait été rejeté dans une opposition malaisée, se trouve à nouveau replacé dans la course pour le pouvoir, même si ses chances restent minimes.

Les causes de ce lâchage ne manquent pas et sont celles de toujours : de la corruption aux liens avec la mafia, en passant par les scandales financiers, son incapacité chronique à sortir le pays de la crise économique ou de « bien gérer » les affaires publiques.

Vote de protestation, phénomène de rejet contre un système de gouvernement par un électorat désabusé, certes, mais jusqu'à un certain point seulement puisqu'il n'y a pas eu de parti sur lequel les voix se sont reportées massivement. La poussée de l'extrême droite et des républicains ne peut pas être mise sur le même plan et répond à des demandes différentes. L'analyse des résultats montre qu'il n'y a eu aucune lame de fond et que l'électorat n'a évolué ni à droite ni à gauche, mais qu'il y a eu plutôt une redistribution des cartes entre la démocratie-chrétienne et ses partenaires gouvernementaux habituels, à l'avantage de ces derniers.

Ainsi, si la défaite de la démocratie-chrétienne constitue pour ce parti un avertissement sans frais, celui-ci doit être situé à sa vraie place.

La crise de la démocratie-chrétienne n'est pas la crise du régime politique italien, loin de là. Si un tel effondrement avait eu lieu il y a quelques années seulement, il aurait pu engendrer des conséquences bien plus importantes pour le futur de ce pays. Tel n'est plus le cas maintenant. Après avoir été à deux doigts de craquer, l'Etat italien et le patronat ont de nouveau repris solidement la situation en main.

Plus personne maintenant n'ironise sur la faiblesse du pouvoir vu la manière à la fois cynique et brutale dont l'Etat italien a su d'abord tirer profit puis briser les formes de contestation violentes et terroristes pour désamorcer le mouvement de contestation radicale qui traversait la classe ouvrière.

Non seulement l'Etat a fait preuve de force, mais dans le malheur il a su reconnaître quels étaient ses vrais amis, avec les communistes en tête apportant leur soutien démocratique face aux menaces de la subversion. L'Italie n'est pas prête d'aller à la dérive. Quelle que soit la formule gouvernementale retenue, rien de bien substantiel se produira.

Mais si du point de vue social cette consultation ne laisse prévoir aucune évolution significative, elle semble néanmoins débloquer la situation sur le plan politique et préfigurer à terme un changement, au moins partiel, du personnel dirigeant. La démocratie-chrétienne a encore, sans aucun doute de beaux jours devant elle, mais les derniers événements lui ont au moins appris que son pouvoir n'était pas éternel. On vient ainsi d'entrer probablement dans une nouvelle phase dans la lutte pour le partage du pouvoir en Italie, qui pourrait se solder par une perte relative d'influence de la démocratie-chrétienne au profit des forces politiques, comme les républicains de Spadolini ou les socialistes de Craxi, offrant les garanties d'une bonne et saine gestion du capitalisme, tout en ne présentant pas les aspects risqués du compromis historique.

M.G.

Interview de l'association « Greenpeace »

Ayant décidé une campagne de sensibilisation sur la pollution en Baie de Seine, l'association Greenpeace et un de ses bateaux, *Le Sirius*, sont restés trois jours au Havre, les 7, 8 et 9 juin derniers.

Le groupe Jules-Durand est allé rencontrer deux membres de l'association écologiste, Katia et Jacky, qui nous ont exposé l'historique, les buts et les moyens de Greenpeace.

— **Groupe du Havre :** Qu'est-ce que Greenpeace ?

— **Katia :** Greenpeace est née à Vancouver, en 1971, d'un groupe de Canadiens qui ont voulu s'opposer aux essais nucléaires atmosphériques sur l'Ile d'A, près de l'Alaska, par leur présence sur un voilier. Ils ont empêché ces essais, qui furent d'ailleurs interdits quelques années plus tard.

Greenpeace a été très sensibilisée par la disparition des mammifères marins, comme les baleines, menacés d'extinction. Nous avons acquis un petit bateau et nous nous sommes opposés à la chasse baleinière dans l'Atlantique, notamment par les Soviétiques, en faisant une action directe et non violente, c'est-à-dire en nous interposant à bord de canots pneumatiques entre le baleinier et la baleine, empêchant ainsi, par notre seule présence, les opérations de chasse d'avoir lieu. Malgré cela, le baleinier a tiré, et le harpon à tête explosive est passé à quelques mètres du pneumatique. Cet « accident » s'est renouvelé deux fois en dix ans.

Nous avons mené de nombreuses campagnes à travers le monde, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, contre la chasse baleinière industrielle.

Greepeace a commencé à s'occuper des baleines en 1972, année où les Nations Unies ont réclamé l'arrêt total de la chasse baleinière internationale. En Europe, Greenpeace a démarré en 1977, par l'acquisition d'un bateau, *Le Rainbow-Warrior* (*Le Combattant de l'arc-en-ciel*). Il a été retapé par des bénévoles pour faire route vers l'Islande et s'opposer aux chasses au rorqual commun. Avec cette action, l'opinion européenne a pris conscience du problème de la chasse intensive aux baleines et de la menace de leur extinction. Nous avons eu petit à petit accès aux instances responsables du massacre, en l'occurrence la Commission baleinière internationale, qui regroupe les pays « chasseurs » et les pays qui participent à la gestion de l'environnement marin. Depuis plusieurs années, nous participons à cette commission internationale et nous avons beaucoup travaillé avec les délégations des pays concernés pour obtenir l'arrêt total de la chasse baleinière en 1985. Quatre des neuf pays chasseurs (le Japon, l'URSS, le Pérou et la Norvège) ont rejeté le moratoire et n'ont pas l'intention de respecter cette décision.

Des baleines, nous sommes passés aux pollutions marines, car nous nous sommes rendus compte qu'il ne servait pas à grand-chose de sauver les baleines de la chasse pour qu'elles crèvent empoisonnées. Nous avons commencé par nous opposer aux immersions de déchets radioactifs dans le Golfe de Gascogne. Cent mille tonnes de déchets ont été immergés dans une fosse de quatre mille mètres de profondeur en trente ans par les Hollandais, les Anglais, les Suisses et les Belges. Depuis 1978, nous intervenons physiquement en plaçant nos canots sous les plate-formes de déversement. Là encore, les images de ces interventions largement diffusées dans le monde ont permis à l'opinion d'une part de savoir que ces opérations existaient, car jusque là personne n'en avait connaissance, et d'autre part de manifester son opposition à ces rejets. En février 83, une commission internationale, celle de Londres, a voté une écrasante majorité l'arrêt de ces immersions pour deux ans. Les quatre pays responsables de ces immersions ont estimé qu'il n'y avait aucune raison pour arrêter, bien que cette commission soit le seul organisme à pouvoir gérer l'immersion des déchets nucléaires. Elle regroupe 52 pays.

Nos campagnes se sont élargies pour nous opposer au transport maritime, au retraitement des combustibles irradiés venant du Japon et des pays européens pour être retraités à l'usine de la Hague, près de Cherbourg, ou à Windscale, en Angleterre. Nous sommes intervenus dans la mer du Nord, en Allemagne, en France, en Angleterre, en Belgique, contre la pollution chimique, puis nous avons fait campagne contre les essais nucléaires, car si les essais atmosphériques sont interdits depuis 1973, la fréquence des essais souterrains a redoublé.

Nous avons aussi combattu pour la sauvegarde des phoques. Trois cent mille phoques sont exterminés chaque année au Canada pour la graisse, les fourrures, principalement vendues en Europe.

— **Groupe du Havre :** Comment Greepeace est-elle devenue une organisation internationale ? Quel est son mode de fonctionnement ?

— **Katia :** L'histoire des baleines illustre bien notre façon de travailler. C'est au départ un petit groupe de gens sans qualification spéciale, mais sensibilisés par un problème, qui décident d'agir directement, physiquement et d'une manière non violente sur ce problème. En 71, un petit groupe s'est formé au Canada. Puis un autre aux Etats-Unis, qui s'est également baptisé Greenpeace. Ensuite en Australie, en Nouvelle-Zélande (car la France procède à ses essais atomiques à Mururoa, en Polynésie française, île proche de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande). C'est seulement en 1977 qu'un petit groupe d'Anglais et de Français s'est formé pour appliquer la stratégie et la philosophie de Greenpeace en Europe, et a fonctionné plusieurs années sans structure internationale. Nos campagnes ont été évidemment décidées en commun, réfléchies en commun, mais c'est en 79 que nous sommes réellement devenus une organisation internationale, avec des campagnes financées et sélectionnées internationalement.

Nous avons cherché à préserver une structure la plus souple possible, avec tout de même une centralisation minimale, et la plus grande consultation. Chaque bureau de Greenpeace (une dizaine dans le monde) envoit un délégué dans les réunions qui ont lieu au moins deux fois par an. Les décisions se prennent à l'unanimité. Si un pays est opposé à une action, elle n'a pas lieu. Ce fonctionnement n'est pas définitif.

— **Groupe du Havre :** Comment fonctionne un groupe Greenpeace et comment sont mandatés ses représentants ?

— **Katia :** le groupe peut fonctionner en assemblée générale, mais c'est rarement nécessaire puisque ce sont des groupes restreints. Nous sommes mandatés directement par les adhérents et indirectement par l'opinion publique, qui seule nous subventionne. Nous refusons toute subvention d'Etat ou privée. Ainsi nous préservons notre totale indépendance et ne représentons que les intérêts de la population.

Aujourd'hui, il y a plusieurs centaines de milliers d'adhérents à Greenpeace dans le monde. Nous n'avons actuellement que trois bateaux qui sont devenus mondialement des symboles.

Les membres actifs sont peu nombreux. Ainsi, en France, nous ne sommes qu'une dizaine de permanents. Certains sont bénévoles, d'autres payés quand nous avons besoin de leurs compétences. C'est ainsi que nous parvenons à être une organisation quasi-professionnelle, d'où l'efficacité de nos actions.

Les représentants mandatés le sont à tour de rôle. La répartition des tâches n'est pas un problème puisque nous fonctionnons de façon associative. Chacun doit faire preuve d'initiative et d'imagination, et avoir le sens des responsabilités.

Greenpeace ne cherche pas à être une « multinationale de l'environnement » ni à prendre sous sa tutelle tous ceux qui veulent agir sur ce sujet. Au contraire, nous essayons de démontrer que n'importe qui, avec sa conviction et les moyens qu'il a, peut agir face aux atteintes contre l'environnement. Nous avons souvent des gens qui nous demandent s'ils peuvent représenter Greenpeace dans leur région. Nous disons : non, ayez des initiatives, nous pouvons vous aider, vous pouvez nous aider, mais vous n'avez pas besoin de vous appeler Greenpeace pour vous enchaîner aux rails du chemin de fer qui transporte les déchets radioactifs. Nous voulons que notre travail soit clair. Nous nous sommes battus pour les baleines. Pourquoi les baleines et pas les éléphants ? Parce que la baleine est un symbole et que nous préférons concentrer nos forces sur un problème donné pour obtenir des résultats. Pour cela, on nous compare souvent à Amnesty international.

En ce qui concerne la pollution, c'est pareil. Nous parlons beaucoup des « boues jaunes » qui symbolisent le phénomène de la pollution. Nous pensons que le suivi est nécessaire et que les campagnes doivent être longtemps réfléchies, sur ce qu'elles impliquent au niveau social économique, écologique. Avant de prendre position, nous devons avoir le problème bien en main. Il nous est arrivé de travailler plusieurs mois (par exemple sur la pollution du Rhin) et de ne jamais aboutir sur une campagne d'action. Nous avons considéré que nous n'étions pas encore mûrs et qu'il y avait à faire sur la pollution des mers.

Nous sommes convaincus que les problèmes écologiques n'ont pas de frontières. Si nous avons travaillé sur le Rhin ou la Seine, c'est parce que les sources de pollution sont internationales.

Une autre chose très importante sur notre mode de décision, c'est qu'il nous permet de prendre des initiatives très rapidement. C'est une des clés de notre efficacité.

Nous publions ci-dessous quelques courts extraits des interviews de Bernard Lavilliers et de Léo Ferré, lors de leur passage dans le studio de Radio-Libertaire.

— **Radio-Libertaire** : Tu vas chanter pour Radio-Libertaire...

— **Bernard Lavilliers** : Ce n'est pas la première fois si je me souviens bien. Il y a des années, j'ai fait la même chose à Pantin, il y avait un peu de monde...

— **R.-L.** : Pas loin de 10 000 personnes.

— **B.L.** : Oui, et ça a permis de faire certaines choses avec cet argent-là. Eh bien, je fais ce gala pour les mêmes raisons. Politiquement, vous êtes ceux dont je me sens le plus proche... et c'est les amis que j'ai depuis la plus longue date... L'amitié, le respect de la parole donnée, je ne la trouve que chez les anars. Ça fait pratiquement vingt ans que je connais les anars. C'est pour cette raison que je me déplace pour vous en prenant le risque de faire l'Olympia le 30, alors que je ne suis pas vraiment en tournée.

— **R.-L.** : Des auditeurs regrettent tes premiers textes, tes premières musiques...

— **B.L.** : Je ne regrette pas de les avoir faits et je ne regrette pas d'écrire ce que j'écris aujourd'hui. Effectivement, il y a beaucoup de gens qui regrettent, mais qui n'ont pas écouté le dernier album. Ecoutez *Le Clan mongol*, c'est bien plus fort qu'*Utopia*. C'est plus fort qu'*Utopia*, c'est étrange. Alors ils vont me dire : oui, mais on ne parle plus de zone », etc. Ecoutez *Le Clan mongol*, ce que je fais actuellement, c'est pas de la merde, ni musicalement ni au niveau de l'écriture du texte. Ma foi, ce qu'on peut me reprocher, c'est de ne plus être un zonard, eh bien sachez une chose, chers amis, c'est que je le suis plus que jamais, mais maintenant je ne le dis plus.

— **R.-L.** : Je trouve ton album assez austère, glacial...

— **B.L.** : Oui, à cette époque j'étais vraiment au bout du rouleau. C'est grâce à cet album que je m'en suis sorti ; je n'ai pas été me faire soigner par un psychiatre, ça sert à rien les psychiatres sont plus fous que nous. Alors je me suis soigné tout seul, et en sortant de la déprime, du trou, j'ai écrit ça. Moi je l'aime bien cet album. J'aime bien *Le Clan mongol*, *QHS*, *Etat d'urgence*, *A suivre*... Je l'aime en entier pour des raisons différentes ; chaque chanson pour des raisons différentes.

— **R.-L.** : Le thème de la prison est encore présent dans ce disque...

— **B.L.** : Dans *QHS* particulièrement, je l'avais écrit pour quelqu'un en particulier, c'était pour Roger Knobelspiess et d'autres amis à moi qui ont passé 15 à 18 ans en prison. Quand on sait ce que fait d'un homme un QHS, quand on sait les difficultés avec lesquelles il faut se réinsérer en sortant, quand on sait la différence biologique qu'il y a entre un mec qui est entré et un mec qui en sort... Evidemment, on dit : les pauvres, il vaut mieux les mettre en cabane, ils sont dangereux ; c'est ce que disent les juges, on en est là dans ce pays. Il y a une différence entre le discours de Badinter et les juges. Les juges sont réactionnaires ; toute une partie des étudiants en médecine et en droit sont des gens extrêmement réactionnaires... Quand je vois leurs tronches, ça va pas être de la tarte quand on va être jugé par ces mecs-là. Attention, ils vont être plus durs que leur père. On est dans une époque où c'est tellement le bordel que le césarisme va revenir, je le sens...

— **Radio-Libertaire** : Léo, quels sont tes projets maintenant, et nous prépare-tu un nouvel album ?

— **Léo Ferré** : Avant de parler de ça, on peut parler de Radio-Libertaire, non ? De ce qui vous arrive. Quand j'ai appris ça, j'ai été très violent... C'est une faute du pouvoir, quoi... d'avoir fait ça... En plus, sur la lettre que vous avez reçue pour vous signifier votre interdiction, il y a « Haute » Autorité. Alors je ne comprends pas... Ce sont des gens qui sont comme nous, quoi, et qui se disent être la « Haute Autorité ». C'est fantastique, ça ! Voilà. Et je trouve que c'est à la fois triste et en définitive dangereux pour l'avenir de cette certaine « particulière » gauche. Voilà, n'en parlons plus parce que ce n'est pas la peine...

— **R.-L.** : Il faut reconnaître que ce pouvoir de gauche a réussi à détruire presque totalement le mouvement des radios libres ; toutes ces radios qui s'étaient montées sous Giscard et, aujourd'hui, les seules qui vont vivre, ce sont les stations commerciales, c'est-à-dire des Europe n° 1 bis, et toutes les radios libres, où la parole était libre, comme Radio-Libertaire, sont en train de mourir. Mais nous, rassure-toi, nous ne sommes pas décidés à mourir, nous sommes décidés à vivre !

— **L.F.** : Très bien. Que veux-tu que je te dise de plus ? Cette personne, qui vous a écrit et qui est donc la présidente de la Haute Autorité, sort, si mes souvenirs sont exacts, d'une radio « spectaculaire » et publicitaire qui est un amoncellement de commerce, de productions fallacieuses. Alors les gens ont la mémoire courte, faudra la leur rafraîchir... Eh bien on leur rafraîchira !

— **R.-L.** : Pour parler d'autre chose, sur Radio-Libertaire, nous passons des gens que tu connais ou que tu as connu, comme Bernard Lavilliers. Que penses-tu de gars comme Fanon, Debronckart, etc. ?

— **L.F.** : Je pense qu'ils sont à une époque où ils ont beaucoup de mal à émerger, parce que c'est l'époque du fric, des producteurs, des directeurs artistiques (ceux-là ce sont des cons, je ne dis pas « cons » parce que je suis sur une radio anar, mais parce que « cons » tout le monde comprend. Voilà). Des gens comme Fanon ou Debronckart ont mal pris le chemin lorsque j'ai pris le mien. C'est dommage. Ce qu'il y a de dramatique à la télévision, c'est que ceux qui font marcher les caméras n'ont aucun talent, les producteurs ne font rien, etc.

— **R.-L.** : Un auditeur demande si ça ne te gêne pas de chanter Aragon, à cause de ses positions staliniennes ?

— **L.F.** : A l'époque, quand j'ai découvert Aragon et que j'ai mis certains de ses poèmes en musique, je ne savais pas... Plus tard, on m'a montré un petit opuscule : *Vive le Guépéou*, etc. Ça m'a fait bizarre. Te dire que si j'avais su je n'aurais pas chanté Aragon ne serait pas très honnête. Aragon, c'était quand même un type bien, enfin je crois... Je ne peux pas supporter le stalinisme, ceux qui ont été complices de ce type qui a tué un million de mecs et qui a mis dans les goulags sept à huit millions d'autres personnes, et ça continue, sous le prétexte de socialisme...

— **R.L.** : Un lycéen nous dit qu'il t'a cité dans une rédaction et que son prof a mis en correction : « Eviter de citer ce personnage prétentieux et falot qui n'existe pas en tant que poète, sauf dans la publicité dont il a profité. »

— **L.F.** : Ecoute, si tu peux voir ton prof, si tu peux, dis-lui : j'ai rencontré ce « personnage falot et prétentieux » et de ma part, crache-lui dans la gueule !

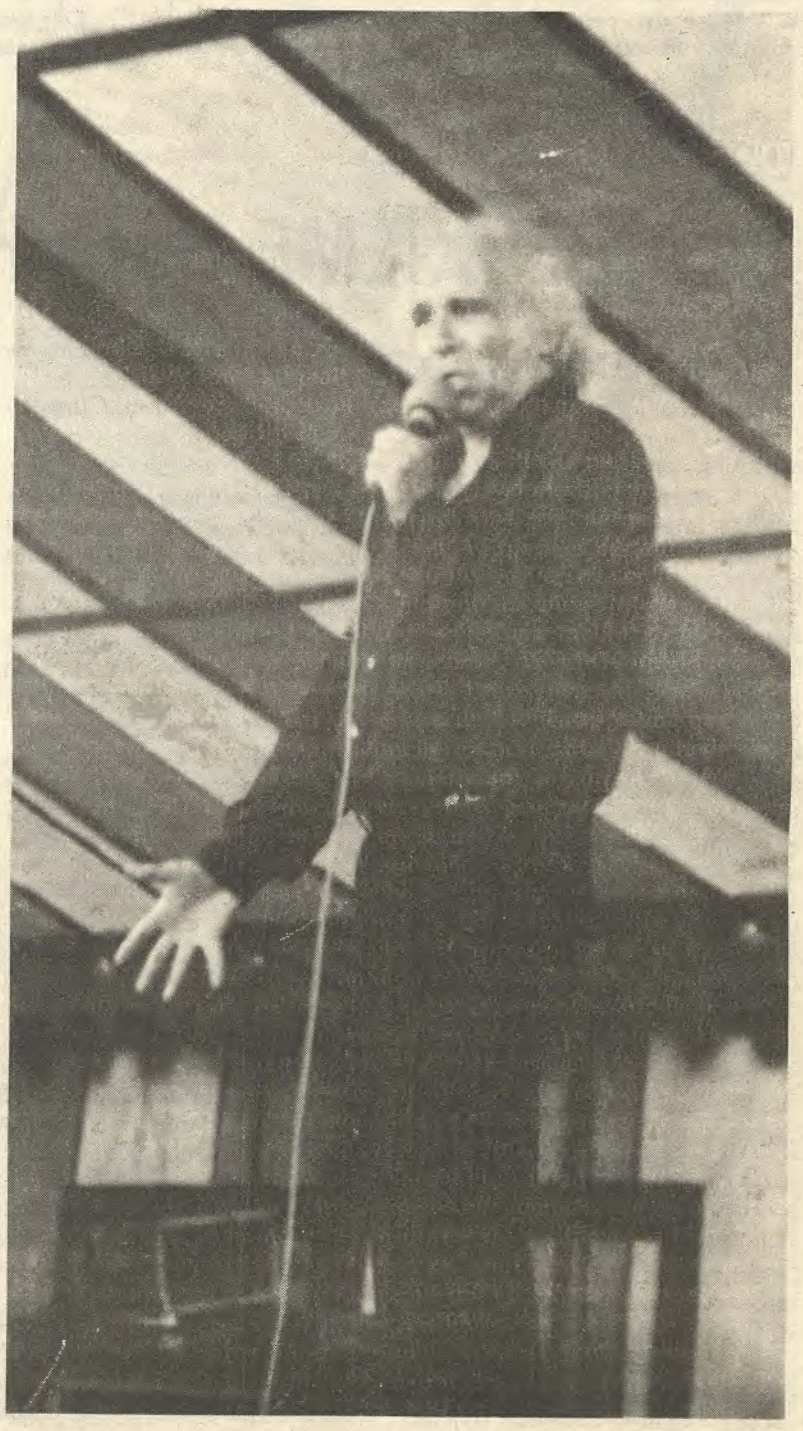
— **R.-L.** : Des taulards demandent des photos. Tu sais que Radio-Libertaire est beaucoup écoutée dans les prisons et que l'administration tente de séparer ceux qui écoutent Radio-Libertaire dans la même cellule.

— **L.F.** : Ils sont cons ; il vont propager au lieu de réprimer !

— **R.-L.** : Toujours des questions dans le désordre, pourquoi Léo n'irait-il pas à l'Elysée pour protester contre l'interdiction de Radio-Libertaire ?

— **L.F.** : J'ai pas besoin d'aller à l'Elysée, ils le savent ! La Haute Autorité... le pouvoir n'est ni à droite ni à gauche, quand le pouvoir est le pouvoir, il ne pense plus aux gens qu'il devrait aider, il pense au pouvoir ! Je suis allé en Allemagne il y a peu de temps, et nous avons doublé au moins quatre-vingt chars d'assaut français... Qu'est-ce qu'ils foutaient là, ils étaient en manœuvre ? Et combien ça coûte ça, hein ? Voilà ! C'est ce que je dirais à l'Elysée si je rencontre ces gens-là.

Allez salut... Si ça prend mauvaise tournure votre interdiction, vous pouvez compter sur moi ! Ciao !



NOTES DE LECTURE

« MARX : NO FUTURE »

Numéro spécial de « La Rue » Revue du groupe Louise-Michel de la F.A. (1)

DISONS-LE tout net, ce numéro spécial de *La Rue* consacré à Marx, on commence à en parler, et on n'a pas fini d'en parler. Car c'est un véritable coup de tonnerre dans le ciel sans nuage d'une commémoration d'un premier contenaire de la mort de Marx à l'odeur forte de manichéïsme étriqué, de grisaille, d'ânonnements et d'insignifiance !

La couverture, déjà, donne le ton. Elle nous pète à la gueule. Elle accroche l'œil et provoque une série de déclics sous le scalp du lecteur. Un dessin, dû au crayon magique de Gilbert du groupe Libertad, représentant Marx en punk, avec comme légende : « No future », et déjà tout est dit. On sent qu'il va y avoir des étincelles. Et il y en a ! Un véritable feu d'artifice ! Un arc-en-ciel d'analyses joyeuses comme la révolte, pénétrantes et tranchantes comme l'acier du scalpel et magnifiques d'espérances !

Maurice Joyeux, dans : « Karl Marx, le ténia du socialisme », ouvre le bal. Et de quelle manière. En neuf pages, notre jeune-vieux camarade, plus pétillant que jamais, nous dessine le caractère de Marx. Il nous dépeint un Marx la hargne, Marx l'insulte, Marx le fourbe, Marx la magouille, Marx l'autoritaire, le parano, l'égocentrique, le nationaliste, le bourgeois..., et il nous explique avec sa verve habituelle en quoi Marx, par-delà et à travers son caractère, a légué à ses adeptes une stratégie, une tactique, un comportement.

Jean Barrué, dans : « Le jeune Marx et les canards boîteux », nous expose, citations à l'appui, la pensée de Marx à propos des luttes de libération nationale de l'époque et du nationalisme. Et c'est à frémir. Jugez-en. « Il n'y a pas de pays en Europe qui n'abrite dans quelque recoin un ou plusieurs débris de peuples, résidus de vieilles populations qui furent refoulées et asservies par la nation qui devint plus tard le facteur de l'évolution historique. Ces restes de nation, ces détritus de peuples sont et resteront jusqu'à leur total anéantissement et à leur dénationalisation les soutiens fanatiques de la contre-révolution : toute leur existence n'est-elle pas déjà un défi à la grande révolution historique ? Tels sont en Ecosse les Gaëls, en France les Bretons, en Espagne les Basques... La prochaine guerre mondiale ne fera pas disparaître de la surface du globe seulement les classes et les dynasties réactionnaires, mais aussi la totalité des peuples réactionnaires. Et ce sera un progrès. » Et c'est signé Marx. Et c'est dans *La Nouvelle Gazette rhénane* du 13 janvier 1849. Et des citations de cet ordre, Barrué nous en cite des dizaines ! Et il y a des zozos de nationalistes basques ou bretons qui se réclament de Marx ! Délicieux !

Daniel Guérin, dans : « Marx et la social-démocratie », nous dépeint quant à lui l'attitude de Marx à l'égard des partis de la démocratie bourgeoise, de l'Etat et des masses. Et la conclusion est sans appel. Il ne subsiste pas l'ombre d'un doute. Marx était bel et bien un social-démocrate, un étatiste et un autoritaire.

Michel Florentin, dans : « Marx militant révolutionnaire » met à nu la misère du camarade Marx dans son rapport à la théorie et à la pratique. Et le décalage est tel que c'est à vomir !

Eric Vilain, dans : « La question économique », nous démontre avec brio l'existence du paradoxe de l'emploi d'une méthode analytique inductive dans *Le Capital* et nous explique d'abondance en quoi « Proudhon ouvre une autre voie, celle de l'analyse structurale des contradictions envisagées dans leur fonctionnement réel, la méthode inductive-déductive... ». Fascinant !

Michel Ragon (2), rageur, nous explique en quelques pages que si Marx a enfanté des monstres, cela n'est nullement un hasard. Et ça fait mouche !

Jean-Marc Raynaud, plus féroce que jamais, se fait les crocs sur « l'être profond de la mystification marxiste », à savoir le matérialisme dialectique et le matérialisme historique.

En dix pages sulfureuses à souhait, où les mots trempés dans le vitriol le disputent à des raisonnements en forme de rafales de kalachnikof, il fait littéralement exploser le caractère pseudo-scientifique de la méthode d'analyse marxiste. Une véritable exécution ! Zorro l'impitoyable pourfendant le dragon de l'infamie ! J.-M. R., je t'aime !

Alain Sauvage, dans : « Le guesdisme contre la CGT », nous raconte le rapport du marxisme au mouvement ouvrier. Un rapport à l'odeur forte de parasite et de maquereau ! Sinistre. Mais authentique et toujours d'actualité !

Le groupe Pierre Besnard, dans : « Le léninisme et ses avatars », nous dépeint l'attitude méprisante et paternaliste du marxisme par rapport aux syndicats. Marx, Lénine, Trotsky, Staline, Jaruzelski... même combat ! Le groupe Pierre Pantalon taille au marxisme un costume qui ressemble à s'y méprendre à un suaire ! Super !

Le groupe Malatesta, dans : « R. Luxemburg : luxemburgisme ou marxisme », met au pilori les imbéciles sans espoir du conseillisme. Il exécute littéralement les analphabètes de l'intelligence qui rament comme des galériens en direction de l'utopie d'un marxisme à visage humain. C'est saignant ! Cruel ! Mais c'est juste.

Serge Livrozet, en trois pages pétantes d'humour, de succulence et de révolte, pourfend « l'illusion marxiste » et nous explique en quoi « le marxisme a plus œuvré pour la continuation de l'exploitation de l'homme que le plus sordide des systèmes capitalistes, car rien n'est pire pour le renoncement que de se tromper d'espoir » !

Mato-Topé, enfin, tranchant comme un sabre japonais, perforant comme une balle dum-dum et décapant comme l'acide, nous retrace l'évolution des Cahiers du cinéma et ses rapports avec le marxisme. Par-delà l'exemple choisi, c'est le problème du marxisme au cinéma et à l'art qui est posé. Et de quelle manière ! On ne se lasse pas de ce genre d'analyses !

Comme on le voit, ce numéro de *La Rue* pèse son poids d'analyses de toutes sortes. Marx et le marxisme y sont autopsiés avec talent et rigueur. Tout ou presque est dit sur le pourquoi de l'antagonisme inéluctable entre le marxisme (entre tous les marxismes) et l'anarchisme.

Après une série d'émissions sur Radio-Libertaire et de nombreux articles parus dans le ML sur Marx, ce numéro de *La Rue* porte notre critique de Marx et du marxisme à son point le plus ultime. Je vous l'ai dit en commençant cette note de lecture, ce numéro de *La Rue* est un événement, vous le constaterez en le lisant. Mieux, c'est un millésime. Un numéro exceptionnel qui prendra du poids avec le temps. Car il est à souhait, ce spécial Marx ! Il a de la cuisse. Une belle couleur. Et un arôme !

Bref, c'est un numéro à lire, à relire et à relire encore.

Maylis o'Brian

(1) Le numéro : 35 F ; abonnement quatre numéros : 120 F. Chèque à l'ordre de F. Garcia. A adresser à La Rue, *18, Grande-Rue. Vert. 78930 Guerville.*

(2) Pour en savoir plus, lire : Karl Marx, *par M. Ragon. En vente à la librairie du Monde libertaire.*

NOTES DE LECTURE

« LA DEUXIÈME GAUCHE OU LES ENFANTS DU BON DIEU »

« L'humour est une tentative de décaper les grands sentiments de leur connerie. »

Raymond Queneau

AVANT l'invention des stylos à bille et des pointes feutre, il était conseillé de tourner plusieurs fois sa plume dans l'encrier pour éviter d'écrire des sottises.

Aussi, pour critiquer un « livre-événement » (1), vaut-il mieux laisser passer la vague partisane des louanges ou des condamnations. Car, même si le livre n'est pas l'événement qu'on dit (2), la vague en est un et significatif.

Un plaidoyer pro domo

Evénement ou pas, l'ouvrage vaut le détour. Se présenter apparemment sans fard sur la place publique, quel excellent plaidoyer pro domo ! Qui, ensuite, oserait douter de votre bonne foi ?

L'événement est passé, voyons ce qu'il en reste.

D'abord un bouquin de quatre cents pages dont l'objectif évident est de nous faire admettre — en nous prenant plus par les sentiments que par la raison — que l'appareil CFDT peut (et doit ?) devenir le second souffle », la conscience (?), de la gauche française actuellement au pouvoir. En présentant au passage comme évident d'une part que la CFDT est la seconde organisation syndicale en France, ce qui demanderait à être examiné avec plus de soin par les amateurs de statistiques, d'autre part que la seule concurrence sérieuse provient de la CGT... sans se préoccuper des possibilités d'un éventuel troisième larron.

Un travail de fraction efficace

L'essentiel, c'est le volontarisme intelligent, mesuré, de femmes et d'hommes qui ont presque réussi une opération politique d'envergure s'étendant sur un demi-siècle et prenant place dans une stratégie plus vaste, planétaire, décidée à la fin du siècle dernier dans l'entourage international de Léon XIII et dont le concile Vatican II constitua à la fois une étape pour faire le point et une relance.

L'essentiel apparaît au détour d'une page, quand les auteurs avouent : « L'affirmation du courant qui provoque et dirige la mutation de la CFTC n'a rien d'un dépucelage sacrilège. Il s'agit d'une opération politique réfléchie qui vient de loin et qui va loin (...). Bref, on aurait tort de prendre les enfants du Bon Dieu pour des enfants de chœur » (3).

L'essentiel, c'est un travail de fraction efficace, conçu vers la fin des années trente par Paul Vignaux (de la mouvance d'*Esprit*) et quelques autres, bien mené par le groupe *Reconstruction* à partir de 1946... et excellemment décrit par les auteurs.

Car l'essentiel était de mettre sur le « marché » et de rendre crédible une organisation de masse de salariés donnant l'impression d'être détachée de ses origines cléricales, dont l'appareil puisse continuer imperturbablement — par des voies détournées lorsque les circonstances y obligent — son action pour la réussite des objectifs socio-cléricaux : construire une société fondée sur la notion de *bien commun* « transcendant » les affrontements de classes.

La filiation indéniable

Pour en arriver au résultat que nous observons aujourd'hui, plusieurs générations de socio-cléricaux se sont succédées, parfois en s'entrebattant sans trop de « charité chrétienne ». Nous ne reviendrons pas sur des descriptions de ce processus exposées par ailleurs et qui, pour le moment, semblent résister à la critique (4, 5, 6).

Toutefois, il faut insister lourdement et sans faiblesse dans la dénonciation de la tentative éhontée de récupération de l'anarcho-syndicalisme par les socio-cléricaux, tentative à laquelle les auteurs apportent systématiquement leur caution. Quelle s'en soit la qualité, ce n'est pas par hasard que Jacques Julliard a choisi Fernand Pelloutier comme sujet de thèse.

Extérieurs au mouvement ouvrier, les socio-cléricaux font flèche de tout bois pour s'y infiltrer,... mais tous les parfums de l'Arabie ne suffisent pas à refouler les odeurs originelles de sainteté.

La filiation ne peut pas être niée. Déjà, quelques mois avant le couronnement de l'opération de « déconfessionnalisation », en décembre 1963, Gilbert Declercq protestait « contre l'allusion, rituelle dans les milieux de la nouvelle gauche, à un courant socialiste et un courant chrétien, somme si la CFDT n'en était pas, justement, le dépassement dialectique » (7) et, comble de manque d'humour ou de la provocation, il exprimait cette protestation dans *Témoignage chrétien*.

Eugène Descamps ne s'était d'ailleurs pas privé d'informer les populations lors du congrès extraordinaire de 1964 où il a présenté la déconfessionnalisation « non comme le terme d'une période révolue, mais comme l'instrument d'une conquête ininterrompue (8).

Ceux qui choisissent de ne rien voir et de ne rien entendre ont le droit de se bercer d'illusions. Qu'ils ne comptent pas nous les faire partager.

Marc Prévôtel

(1) CFDT aujourd'hui, *novembre-décembre 1982.*

(2) Hervé Hamon et Patrick Rotman, La Deuxième Gauche, *éd. Ramsay, Paris 1982.*

(3) Ibid., 17-17.

(4) Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier, *Volonté anarchiste n° 20-21.*

(5) Si l'autogestion était un fascisme rampant ?, *La Rue, n° 29.*

(6) Comment en sommes-nous arrivés là ?, *« Laïcité » n° 1, 2, 3, 4, mars, avril, mai, juin 1983.*

(7) Hamon et Rotman, op. cit., 162.

(8) Hamon et Rotman, op. cit., 147.

AU départ de Trisomie 21, une idée force : la volonté de redonner à certaines formes marginales de culture un droit de cité. On trouvait alors dans l'émission trois rubriques : Jazz en liberté qui traitait du free jazz et de la musique improvisée, Onomatopée qui s'intéressait à la bande dessinée, et Rock n' Reggae, etc. qui se consacrait au rock et à ses dérivés.

Le terme Trisomie 21, nom médical du mongolisme, allait comme un gant pour servir de titre générique à ces trois rubriques traitant d'épiphénomènes que certains relèguent au rang de faits sous-culturels. Trisomie 21 revenait chaque semaine pour démontrer que dans le jazz comme dans le rock, on retrouvait des modes d'expression culturels, voire artistiques, authentiques, et que la bande dessinée pouvait être autre chose que de la littérature enfantine.

Dans le livre de Philippe Carles et de Jean-Louis Comolli : *Free jazz et Black power*, on trouve cette phrase qui résume un peu notre démarche : « Aucune musique n'est socialement inactive, ni sans effet sur le normage culturel des comportements. »

Alors que Trisomie 21 et Jazz en liberté forment maintenant, et cela depuis un an et demi, deux émissions autonomes — les deux rubriques Jazz en liberté et Rock n' Reggae devenant trop denses pour rester des rubriques — on peut dire que la démarche reste la même. Trisomie 21 est devenue la rubrique hebdomadaire de la musique rock sur Radio-Libertaire. Ce qui est intéressant dans le rock, c'est tout le côté subversif qui peut s'en dégager. Depuis sa naissance dans les années cinquante, sa traversée des années soixante-dix sous le nom de Pop-music, jusqu'à sa troisième génération qui a éclaté en 77 avec le phénomène Punk, le rock a traversé des modes, s'est régulièrement compromis avec la mafia du show business, mais a toujours su rester, grâce à une minorité de groupes ou d'individus, un moteur de l'évolution culturelle. Pour la jeunesse de plusieurs générations, le rock a été, et demeure, un mode d'expression, l'expression d'une révolte contre un monde qui lui est hostile.

Le cinéaste allemand Wim Wenders, à qui ont demandait quelles avaient été les choses qui l'avait influencées, déclarait : « Le mythe de James Dean, puis l'arrivée du rock n' roll ont ressemblé pour moi à un tentative de libération collective et de recherche individuelle de l'identité perdue, loin de l'enfance. Il n'y avait à ce moment-là aucune autre alternative artistique ou culturelle. Rien d'autre que le rock. Si la musique de rock n'avait pas existé, je serais peut-être aujourd'hui avocat (...). Cette musique a d'ailleurs beaucoup à voir avec ma génération : elle me donnait conscience d'un changement possible vers quelque chose de plus authentique que la culture bourgeoise. »

Le 10 juillet, Trisomie 21 s'arrête, mais qu'on se rassure cela ne durera pas puisque la reprise est prévue pour le 4 septembre. Ces « vacances » permettront de mettre en place divers projets pour renouveler un peu l'émission. Alors, pour la rentrée, attendez-vous à des surprises.

Thierry

PAS DE VACANCES POUR LE SOUTIEN À R.-L.

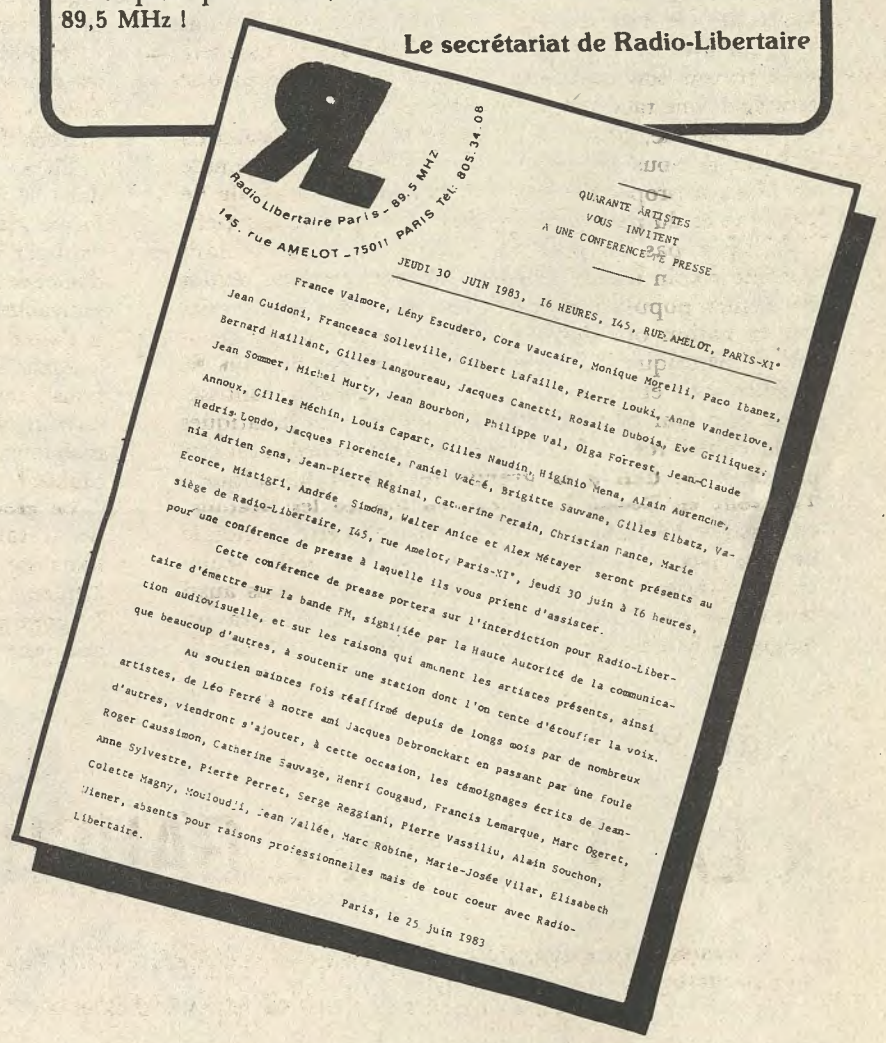
FACE à la volonté de Radio-Libertaire de continuer à émettre, le gouvernement n'a pas désarmé. Tous les commentateurs évoquent l'hypothèse d'un mauvais coup pendant les vacances. Ils ont bien essayé l'an dernier... Qui vivra verra ! En attendant, la mobilisation autour de Radio-Libertaire ne doit pas faiblir, à l'instar des actions menées lors de la deuxième quinzaine de juin : participation au salon « Plages », manifestation lors de la fête de la Nuit de la musique, rencontre avec le personnel de l'UAP, conférence de presse du comité de soutien des artists, gala avec Bernard Lavilliers.

Nous pouvons à tout instant vous demander de manifester massivement votre soutien. Et pour cela, rappelons l'essentiel du « minimum » à faire et à savoir :

- **en cas de silence sur 89,5 MHz, ou de l'audition d'une station « étrangère », téléphonez au 262.90.51 ;**
- **Si ce numéro ne répond pas, appelez le 805.34.08 ;**
- **continuez d'envoyer lettres, télégrammes, pétitions à : M. le Premier ministre, 57, rue de Varenne, 75007 Paris et à Mme Michèle Cotta, 100, av, Raymond-Poincaré, 75016 Paris ;**
- **des affiches, des pétitions, des autocollants sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire ;**
- **pendant vos vacances, si la conversation languit lors des réunions de famille, dans les terrains de camping, dans les auberges de jeunesse, n'hésitez pas à parler de Radio-Libertaire (sujet inépuisable...).**

Et quoi qu'il arrive, restez à l'écoute de Radio-Libertaire, 89,5 MHz !

Le secrétariat de Radio-Libertaire



Radio Libertaire Paris - 89.5 MHz
145, rue AMELOT - 75011 PARIS Tél. 805.34.08

QUARANTE ARTISTES
VOUS INVITENT
A UNE CONFERENCE DE PRESSE

JEUDI 30 JUIN 1983, 16 HEURES, 145, RUE AMELOT, PARIS-XI°

France Valmore, Lény Escudero, Cora Vaucaire, Monique Morelli, Paco Ibanez, Jean Guidoni, Francesca Solleville, Gilbert Lafaille, Pierre Louki, Anne Vanderlove, Bernard Haillant, Gilles Langoureau, Jacques Canetti, Rosalie Dubois, Eve Griliquez, Jean Sommer, Michel Murty, Jean Bourbon, Philippe Val, Olga Forrest, Jean-Claude Annoux, Gilles Méchin, Louis Capart, Gilles Naudin, Higinio Mena, Alain Aurenche, Hedris Londo, Jacques Florencie, Daniel Vac-é, Brigitte Sauvane, Gilles Elbatz, Vania Adrien Sens, Jean-Pierre Réginal, Catherine Ferain, Christian Dante, Marie Ecorce, Mistigri, Andrée Simons, Walter Anice et Alex Métayer seront présents au siège de Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, Paris-XI°, jeudi 30 juin à 16 heures, pour une conférence de presse à laquelle ils vous prient d'assister.

Cette conférence de presse portera sur l'interdiction pour Radio-Libertaire d'émettre sur la bande FM, signifiée par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, et sur les raisons qui amènent les artistes présents, ainsi que beaucoup d'autres, à soutenir une station dont l'on tente d'étouffer la voix.

Au soutien maintes fois réaffirmé depuis de longs mois par de nombreux artistes, de Léo Ferré à notre ami Jacques Debronckart en passant par une foule d'autres, viendront s'ajouter, à cette occasion, les témoignages écrits de Jean-Roger Caussimon, Catherine Sauvage, Henri Gougaud, Francis Lemarque, Marc Ogeret, Anne Sylvestre, Pierre Perret, Serge Reggiani, Pierre Vassiliu, Alain Souchon, Colette Magny, Mouloudji, Jean Vallée, Marc Robine, Marie-Josée Vilar, Elisabeth Viener, absents pour raisons professionnelles mais de tout coeur avec Radio-Libertaire.

Paris, le 25 juin 1983

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 6 juillet : « L'invité quotidien » : un travailleur libertaire chilien en exil parlera de la situation au Chili.

« Cérémonie 1984 » (22-24 h) : de Paris, de banlieue, des tranches de vie en direct...

- Jeudi 7 juillet : « Chronique des temps révolus...tionnaires » (11-12 h) : animé par Gérard Conte.

« Si vis pacem » (18 h 30-19 h) : avec l'Union pacifiste de France : les essais nucléaires à Tahiti.

« L'invité quotidien » (20-22 h) : Dominique Lemaire pour son livre : *Un certain walk-man* (prix Prométhée 1983).

- Vendredi 8 juillet : « La bourse et la vie » (10 h 30-12 h) : les logements.

« Le magazine » (14-18 h) : Philippe Val, Lenny Escudero, T.-C. Gayard.

« L'invité quotidien » (20-22 h) : Christian Revon, avocat, parlera du « droit et radios libres ».

- Samedi 9 juillet : « Croissant show » (9-12 h) : du rock, du rock ! Première partie : le rock des années 60...
- Dimanche 10 juillet : « Ici Dieu, à vous Paris » (10-13 h) : animée par la Libre-Pensée. Des rescapés des sectes témoignent.
- Lundi 11 juillet : « Notes de lecture » (17-18 h) : avec Maurice Joyeux, enfin de retour sur Radio-Libertaire.
- Mardi 12 juillet : « La mémoire sociale » (10-12 h) : *L'Etat dans l'histoire*, de Gaston Leval (suite).

« Thé-âcre » (14-15 h) : présenté par Fabienne Guédi.

« Le Magazine » (15-18 h) : avec Gilles Elbaz.

« Pas d'armée à l'école » (18 h 30-19 h) ; les accords Hernu-Savary... en marche.

« L'invité quotidien » (20-22 h) : Z. Kowalevski, ancien président de Solidarnoŝc à Lodz, fait le point après le voyage du pape en Pologne.

« Contre l'enfermement » (22-24 h) : une ancienne détenue parle de la Maison d'arrêt de Fresnes.

- Le 14 juillet sur R.-L. : des chansons antimilitaristes d'hier et d'aujourd'hui, des thèmes, des invités sur l'antimilitarisme, avec des animateurs de la station, l'Union pacifiste de France, etc.

Les animateurs de Radio-Libertaire vont mettre à profit cette période de vacances pour renouveler leurs émissions, trouver de nouvelles idées.

Déjà, nous vous annonçons des émissions en direct et en public : « Croissant show », « Le magazine », le retour d'Henri gougaud, Yves Lecordier, Gudule qui présentera un magazine BD... Plein d'idées, des projets...

Faites-nous part de vos critiques, de vos suggestions en nous écrivant : Programmation de Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Et rendez-vous sur Radio-Libertaire pendant les vacances, du lundi au vendredi, nous émettrons de 8 h à 24 h, les samedi et dimanche, de 9 h à 24 h.

Conférence de presse du comité de soutien des artistes pour R.-L.

A partir du jeudi 23 juin 1983, le communiqué ci-joint fut envoyé à l'ensemble de tous les moyens de communication de la région parisienne : journaux, magazines, ex-ORTF, radios libres, etc.

Pour être certain que tous les organes de presse soient correctement informés, nous avons pris la précaution de téléphoner personnellement à tous ceux qui sont responsables des chroniques dédiées aux radios libres.

Etaient présents, côté journalistes :

- pour la presse écrite : l'agence AFP, « Paroles et musiques », « La Lettre de Radio-Express » (rien à voir avec la radio locale privée du même nom), le « Journal d'Israël » ;
- pour les agences de photo : Sigma, Ima-Presse, Filtra-Presse ;
- pour les radios libres : Radio-Ask, Radio-Solidarnoŝc, Radio-Vallée de la Seine ;
- pour l'ex-ORTF : France-Culture ;
- pour les télés libres : le projet Top-Télé.

Nous remercions bien sûr très chaleureusement ceux et celles qui étaient présents, mais nous éviteront d'écrire ici les sentiments que nous éprouvons pour les absents, dont beaucoup nous avaient promis leur venue. Nos lecteurs apprécieront une fois de plus le niveau de conscience professionnelle des spécialistes de l'information.

La situation était radicalement différente du côté des auteurs, compositeurs, interprètes. Sont venus concrètement manifester leur solidarité (si la liste n'est pas complète, que les oubliés veuillent ne pas nous en tenir rigueur) : Olga Forest, Hédris Londo, Philippe Val, France Valmore, Leny Escudero, Pierre Louki, Mistigri, Louis Capart, Jean Sommer, Andrée Simons, Brigitte Lecordier, Michel Murty, Alain Aurenche, Higinio Mena, Eve Griliquez. Gilles Elbaz, Walter Alice, Gilles Naudin, Bernard Haillant, Gilles Mechin, Gilles Langoureau, Danièle Messia.

Pendant une heure, dans le local exigu du siège de Radio-Libertaire transformé en sauna, les artistes présents ont pu exprimer l'ensemble des raisons qui motivaient leur soutien à *Radio-Libertaire*, avec des prises de position particulières à chacun des intervenants : soutien à Radio-Libertaire dans le cadre général du combat pour le droit à l'expression de toutes les radios libres ; soutien prioritaire à une station qui a décidé d'ouvrir son antenne à toutes les chansons à texte de qualité, d'expression française essentiellement, mais du monde entier également ; soutien à une station au sein de laquelle les mots « libre » et « liberté » ne sont pas galvaudés, etc.

Furieux du boycott de la « grande » presse face à cette conférence de presse, les artistes présents ont décidé de renouveler cette action, de l'élargir à d'autres secteurs de la vie culturelle, et de prendre rendez-vous pour aller poser des questions indiscrètes aux responsables de la Haute Autorité.

Pour toutes les personnes présentes, la question de la survie de Radio-Libertaire ne se posait pas, mais uniquement celle du combat à mener pour l'imposer.

A suivre...

Le secrétariat de R.-L.

LES PATRONS PLEURNICHENT,
LE SYSTÈME SOCIAL SE DÉSAGRÈGE,
LES POLITICARDS BAVARDENT :

TOUT FOUT LE CAMP !

LES Français sont inquiets, de mauvaise humeur ; la grogne a gagné toutes les couches de la société. Le 10 mai, la population, dans sa majorité, avait voté pour le socialisme. Les innocents ! Pour eux, le socialisme c'était faire payer les « autres ». Or le socialisme se proposait d'installer la justice sociale dans le cadre du système en place. C'était ridicule. Le capitalisme continuerait à contrôler l'économie, donc posséderait le véritable pouvoir et il ferait tout pour torpiller l'expérience, quitte à tailler dans sa propre chair, à sacrifier ses canards boîteux, à freiner les investissements, à licencier en masse son personnel, à planquer ses sous en attendant des jours meilleurs. En aggravant de façon artificielle une crise qui continue de se développer à l'échelle mondiale, malgré les velléités de l'économie américaine, il comptait contraindre la majorité de gauche à se saborder, comme ce fut le cas de toutes les majorités de gauche sous la IIIe République.

Il est sûr que les socialistes sont venus au pouvoir au mauvais moment, alors que la crise secouait toutes les économies européennes. Aujourd'hui, ils sont désemparés devant la situation dans laquelle se trouve le pays. Nous nous sommes étonnés de leur ignorance crasse. Comme tous les politicards, ils ont construit leur programme électoral sur les aspirations contradictoires des différentes couches de la population, sans se rendre compte que le système édifié pour une économie libérale ne pourrait pas les absorber et qu'ils seraient contraints, comme ce fut le cas chaque fois qu'ils arrivaient au pouvoir, de faire la politique du système dans lequel ils se sont installés. Mais il fallait gagner des voix ! Proclamer qu'une révolution des structures politiques et une distribution différente du revenu national étaient indispensables et allaient écarter ces franges de l'électorat pour lesquelles les « grands sentiments » s'arrêtent à la limite du portefeuille. Dans la société actuelle, à partir de marchandages corporatistes sans fin, chacun est installé à une place qu'il n'entend abandonner que pour une autre, encore plus juteuse. Ou le socialisme n'est qu'une clause de style, et alors il devient la face opposée de la même médaille capitaliste, ou il prétend véritablement changer la société dans le cadre du système, et alors il échoue comme il a échoué partout, en laissant dans son sillage les traces de son impuissance.

Ce désarroi du socialisme se lit à l'échelon international. Désemparé par une crise qui n'en finit pas, et qui ne finira pas malgré les illusions qu'entretiennent les politicards de droite et leur presse sur la reprise américaine, les peuples changent le fusil d'épaule. Où ils avaient élu un gouvernement de droite ils le remplacent par un gouvernement de gauche, et vice versa, comme en Espagne, au Portugal, dans les pays scandinaves, en Allemagne ou autre part. Mais les gouvernements changent et les économies, frappées par la crise mondiale, continuent de dépérir. Ici le chômage diminue mais l'inflation galope ; là, les échanges se rarifient et les salaires dégringolent. Partout le désordre, qui est l'ennemi principal du système capitaliste, s'installe sans que les classes dirigeantes aient encore trouvé le remède miracle pour freiner sa déchéance. Jusqu'à quand ce jeu des alternances dans le cadre du système durera-t-il ? Personne ne peut en préjuger. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il risque de se terminer un jour au profit d'une extrême droite ou d'une extrême gauche musclées qui remettront de « l'ordre » avant, à leur tour, de se replacer dans le jeu traditionnel... Et tout recommencera comme avant, pour le plus grand profit des classes dirigeantes nouvelles sorties de ce chaos, et cela tout simplement parce que ces extrême gauche ou extrême droite se seront battues et auront imposé des sacrifices aux peuples à partir des mêmes principes d'autorité, de hiérarchies, et finalement de différences de classes. Les mêmes principes donnant inévitablement les mêmes résultats.

Ne croyez pas que les classes dirigeantes, de droite comme de gauche, ne soient pas conscientes de ce phénomène de rejet de l'évolution envers le système en place, mais comme tous les conservateurs, elles se cramponnent à l'acquis, et Mitterrand — qui est un vieux roublard de la politique — a bien senti à la fois la fragilité de l'économie tiraillée par les nationalismes concurrents, l'impossibilité d'établir le socialisme dans les pantoufles du capital, et la répugnance des populations à courir le risque d'une révolution sociale. Son problème, c'est de durer, et il durera comme ont duré les grands hommes du socialisme européen, en entamant tout d'abord l'amorce de réformes impossibles à digérer par le système, puis le retour vers des positions libérales teintées de revendications sociales aussitôt récupérées par le système grâce au libre jeu des hiérarchies économiques. Et pour faire avaler aux travailleurs cette savante mutation, bavardages et ergotages sont les deux mamelles du pouvoir qui s'appuye sur le rabâchage des sentiments nobles et de l'appel à l'unité de tous les Français.

Dans l'impossibilité de pouvoir agir sur une crise qui le dépasse et dont les ramifications sont mondiales, le pouvoir essaie de régler les problèmes qui restent à son échelle par la concertation ! Quelle concertation ? Bergeron de Force ouvrière se sert d'une formule : « Pour que la concertation soit utile, encore faut-il qu'on nous donne du blé à moudre. » Bien sûr, tout le problème est là ! La concertation n'a à débattre que des broutilles et, au cours de ces réunions inutiles, les sentiments des uns et des autres s'exaspèrent. D'ailleurs, cette concertation, qui est la tarte à la crème du réformisme, a une part de responsabilité dans la situation actuelle de l'économie. Naturellement, il n'est pas question de remettre en cause des avantages arrachés dans les discussions avec les patrons, mais il ne faut pas se voiler la face, les résultats obtenus ne le sont qu'à partir d'une situation de force qui n'est pas commune à toutes les professions, et ils contribuent à développer ces féodalités corporatives que François de Closet a dénoncé dans un ouvrage retentissant. Et les bénéficiaires de ces situations privilégiées ne sont pas les derniers à se satisfaire du réformisme et à rejeter la révolution révolutionnaire, la table rase révolutionnaire pour un nouveau départ, même et surtout s'ils se servent encore d'un langage révolutionnaire.

La droite, elle, a perdu toute mesure. Lui faire ça à elle ! Lui arracher le pouvoir qu'elle considère comme de droit divin, même si les iconoclastes font la même politique qu'elle, cela lui paraît insupportable. Et puis il y a la mangeoire de son appareil politique qu'il lui faut conserver en vue d'une revanche somptueuse, et on voit l' « honnête » Debré, l'homme du bazooka, le dur de l'Algérie française qui se vendit à de Gaulle pour un portefeuille, crier au complot contre les libertés ; on voit cette vieille perruque défraîchie de Giscard essayer de se pousser au premier plan ; on voit Sa Suffisance Barre se gonfler à en éclater devant tous les auditoires qui ont l'imprudence de le solliciter ; on voit Chirac, l'homme de l'appel de Cochin, faire patte de velours en envoyant les médiocres de son entourage, dont l'ineffable Pons est le plus bel ornement, faire du tapage pour ameuter le bourgeois. En vérité, cette droite n'a pas d'autre programme que celui de la gauche, car dans le cadre du régime, comme le dit avec raison Mitterrand, il n'y en a pas d'autre ! Le but de ces personnages consulaires est simplement le pouvoir, même si, comme Mauroy, ils sont obligés de passer sous les fourches caudines du sieur Gattaz.

Gattaz est un drôle de corps. Ma vie syndicale m'a mis en contact avec plusieurs des hauts responsables du patronat français, généralement des personnages à la carrure certaine, des fauves inaccessibles à autre chose qu'à l'avenir du grand capital. Gattaz, lui, est une hyène ; la larme à l'œil, toujours en train de pleurnicher sur les malheurs des entreprises françaises. La comédie qu'il vient de nous jouer, avec Bérégovoy, n'est pas sans saveur : « Lorsqu'on augmente les cotisations du patronat, nous dit Gattaz, on crée des chômeurs. » Et Bérégovoy de répondre : « On crée du chômage lorsqu'on licencie du personnel. » Ils semblent avoir tous les deux raison, alors qu'ils ont tort tous les deux. Ce qui crée le chômage, c'est la rapacité du système capitaliste qui, pour maintenir son profit, refuse la diminution de la journée de travail, remplace les hommes par des machines, fait faire à l'extérieur des travaux qui, dans les entreprises, ne seraient pas rentables. Je disais au début de ce texte que le patronat sabotait l'économie afin de faire échouer l'expérience socialiste qui, d'ailleurs, n'avait pas besoin de ça ! Aujourd'hui, le Gattaz, après avoir parlé de faire la grève des cotisations, se retire de l'UNEDIC avec fracas. Et si le mouvement ouvrier ripostait par deux ou trois semaines de grève avec occupation d'usine... pour voir ? Mais le mouvement ouvrier ne le fera pas, les centrales syndicales se tiendront tranquilles, et elles n'ont pas tort car elles ne seraient pas suivies. Dame, il y a le chômage, les vacances, les crédits et que sais-je encore. Non, le mouvement ouvrier enverra à l'occasion la droite remplacer les incapables de la gauche à grands coups de bulletins électoraux, avant de remplacer la droite, ces buveurs de sang, par la gauche ; et le petit jeu continuera jusqu'à la culbute qui sera symbolisée par « un général ou une cellule ».

Devant ce gâchis, qui naturellement relève des conditions économiques à l'échelon mondial, le gouvernement a recours à de « petits » moyens. Un peu d'impôts ici, la suppression de subventions par là. Même s'il sent bien ce qu'il faudrait dire, ce qu'il faudrait faire, il ne le peut pas, enserré par le système, par les promesses électorales, par les mensonges sur l'égalité dans le système à travers les différences ! Les petites ponctions chez l'une ou l'autre des catégories les mieux nanties déclenchent une levée de boucliers, non pas seulement parmi ceux qui en seront les victimes, mais parmi les autres, tous les autres qui craindront pour leurs privilèges, souvent miteux, mais auxquels leur âme de petits-bourgeois s'accroche. Ainsi, chacun désire bénéficier de la garantie sociale la plus large possible, mais cette garantie sociale il faut la payer ou alors il faut changer le système économique et modifier la distribution du revenu national. En dehors de ce choix, tout est bavardage.

Le système peut encore se traîner longtemps ! On ne l'améliorera pas, même si les alternances en changent les bénéficiaires. La situation continue de se dégrader et cette égalité que tous refusent, à commencer par les plus pouilleux, elle s'imposera lorsque le Quart-Monde dans nos pays, ou le Tiers-Monde à l'échelle européenne, se ruera sur les nantis. Qu'ils y prennent garde, car la faim n'a aucun souci de la morale.

Amis qui me lisez, le problème est simple. On vous mobilise pour des systèmes de valeur qui sont les mêmes à droite comme à gauche. Si vous voulez en sortir, rejetez-les ! La solution, c'est l'égalité dans la liberté, mais pour cela il faut se battre, rejeter l'esprit petit-bourgeois qui a envahi la société française. Un monde est en train de se désagréger, il faut hâter sa disparition et construire un socialisme sans compromissions, le socialisme libertaire.

Maurice Joyeux